

Patrimoines de papier. Superposition des aires naturelles protégées et développement territorial dans l'île de Lanzarote (Canaries, Espagne)

Igor Babou

Volume 19, numéro 2, octobre 2019

Varia

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1071335ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Babou, I. (2019). Patrimoines de papier. Superposition des aires naturelles protégées et développement territorial dans l'île de Lanzarote (Canaries, Espagne). *VertigO*, 19(2).

Résumé de l'article

Quels sont les effets, sociaux et environnementaux, de la multiplication sur un même territoire de dispositifs de protection de la nature ? En s'appuyant sur l'étude ethnographique d'un territoire insulaire fragile (l'île de Lanzarote, Archipel des Canaries, Espagne), de la diversité de ses aires naturelles protégées, de ses inscriptions par l'Unesco (réserve de biosphère et géoparc) et des cadres réglementaires locaux, cet article montre la faible emprise sur le territoire des dispositifs de protection de l'environnement dans un contexte caractérisé par la corruption politique et les forts enjeux économiques du tourisme. La superposition de labels patrimoniaux, loin de conduire à des redondances fonctionnelles, ou à des synergies allant dans le sens d'un développement soutenable, produit dans ce contexte des effets de clôture et de concurrence entre les structures patrimoniales. Une logique de « marque » prend parfois le pas sur des enjeux écologiques pourtant bien ancrés dans l'histoire de l'île de Lanzarote, mais qui s'érodent faute d'être soutenus.

Patrimoines de papier. Superposition des aires naturelles protégées et développement territorial dans l'île de Lanzarote (Canaries, Espagne)

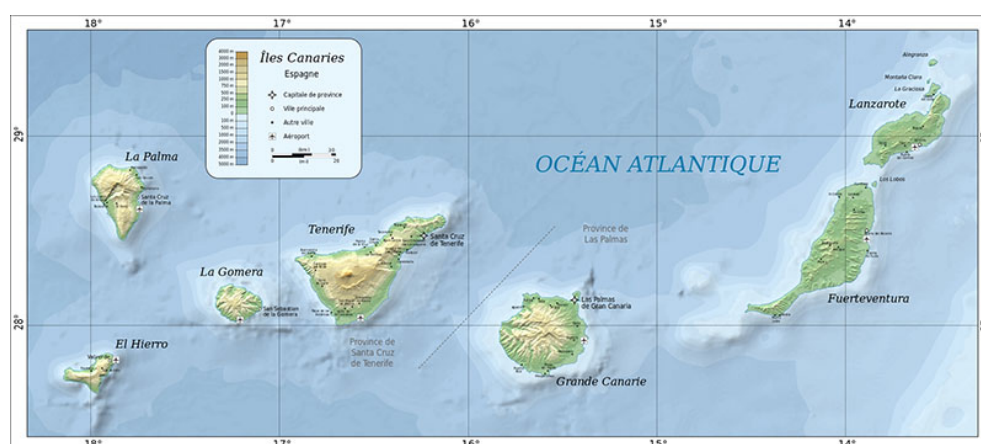
Igor Babou

- 1 L'extension des aires naturelles protégées¹ a pris une ampleur planétaire dans le cadre d'une diversification des régimes de protection, allant des formes nationales les plus régaliennes de la gestion territoriale à la *soft law* des conventions internationales, moins contraignantes. Avec quels résultats ? Jamais les menaces sur l'environnement n'ont été si importantes, ni si documentées par les organismes scientifiques : les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES²) se succèdent, et sont toujours plus alarmistes, tandis que les médias se font l'écho d'une extinction massive des espèces, du changement climatique global, et des risques encourus dans ce contexte par l'espèce humaine.
- 2 La création d'aires naturelles protégées et les diverses « labellisations » dont elles peuvent faire l'objet – en particulier les inscriptions réalisées par l'Unesco – constitueraient l'une des réponses face à ces risques globaux : des guides de bonnes pratiques sont édités par l'UICN³ et l'Unesco⁴, d'amples panels d'experts de l'IPBES affichent leurs compétences dans ce domaine⁵, des manuels d'élaboration de plans de gestion sont publiés par des organismes gouvernementaux⁶, de même que des documents pour l'évaluation des sites naturels protégés⁷. Enfin, de nouveaux dispositifs de patrimonialisation voient le jour, comme par exemple les géoparcs, qui ont été ajoutés en 2015 à la typologie des biens pouvant être inscrits par l'Unesco⁸. Cela permet d'intégrer le secteur abiotique, celui décrit habituellement par les géosciences, à l'ensemble des entités non humaines que les humains prétendent protéger des effets

néfastes de leurs actions. Dans le cadre des conventions internationales, ces politiques globalisées reposent sur des concepts présentés comme généralisables, voire universaux. Tout se passe donc comme si les aires naturelles protégées constituaient en soi une réponse adaptée aux problèmes environnementaux que l'humanité doit affronter.

- 3 Cet article traitera ces enjeux dans un contexte très situé, celui d'une enquête ethnographique menée dans une île de l'Archipel des Canaries, Lanzarote (figure 1), au sein de laquelle la patrimonialisation de l'environnement est particulièrement développée. Les îles aiment se présenter comme des « laboratoires » du développement durable⁹. De fait, leur taille souvent réduite permet au gestionnaire de l'environnement, comme à l'analyste des politiques de la nature, de saisir plus facilement des phénomènes compliqués à cerner dans des territoires plus vastes. Par ailleurs, les contextes insulaires sont connus pour leur fragilité environnementale (Bouchard et al., 2010), ce qui radicalise les enjeux de la protection.

Figure 1. Carte de l'Archipel des Canaries.



Work released into the public domain by its author, Mysid at English Wikipedia.

- 4 Les aires naturelles protégées correspondent aujourd'hui à des objectifs hétérogènes qui vont de la préservation de l'environnement à la mise en tourisme en passant par la recherche scientifique, l'éducation au développement durable, la valorisation des identités culturelles, etc. L'hétérogénéité de ces objectifs correspond à la diversité thématique du discours sur le développement durable¹⁰. Cette diversité interroge les finalités des politiques de la nature qu'il serait réducteur de considérer uniquement sous l'angle de la protection de l'environnement.
- 5 La logique d'enchaînement de projets caractéristique du *new public management* peut conduire les projets patrimoniaux à s'appuyer les uns sur les autres, ce qui construit alors, selon nous, des ensembles patrimoniaux (Babou, 2015). Girault et Laslaz (2015, 63) décrivent une « fuite en avant dans la quête de labels » de certains sites naturels : « d'une certaine façon, le label appelle le label et l'espace protégé ne prend sens que dans une logique cumulative ». Nous observons que cette logique d'enchaînement, qui produit une succession des projets dans le temps et une superposition des dispositifs patrimoniaux dans l'espace et au plan juridique, est parfois critiquée par les professionnels ou par les observateurs parce qu'elle conduit à la création d'un « mille-feuille administratif » qui nuit à la visibilité et à la cohérence de la gestion

territoriale. Au-delà du patrimoine naturel, la « machine patrimoniale » (Jeudy, 2008) a été dénoncée pour son hypertrophie. Certains textes désignent ainsi une « hyperpatrimonialisation », c'est-à-dire l'abus de la mise en patrimoine de monuments, de territoires, etc. Ce terme apparaît, sans définition ni engagement théorique spécifique, dans des textes professionnels, des articles scientifiques, ou encore des annonces de conférences. Dans tous ces cas, le préfixe « hyper » suivi du terme « patrimonialisation » constate ou critique un mouvement supposé contemporain d'abus de mise en patrimoine¹¹. Cette idée d'hyperpatrimonialisation nous paraît à la fois peu définie et chargée en jugements de valeur et ne sera pas retenue ici, si ce n'est à titre de représentation circulant au sein du discours des experts en patrimoine.

- 6 En dépit de la récurrence des dénonciations des « abus » de patrimoine, la dynamique précise et les effets des interactions entre dispositifs patrimoniaux au sein d'un même territoire ne semblent pas avoir été spécifiquement étudiés, en dehors du travail mené en Crète par Girault et Laslaz (2015) sur le Parc national des gorges de Samaria. Ces auteurs en tirent notamment des observations qu'ils synthétisent avec la notion de « surprotection » :

La « surprotection » (Laslaz, 2005) correspond à un empilement de différents outils de préservation et fréquemment d'acteurs et de niveaux d'intervention, dont les périmètres sont plus ou moins identiques ou emboîtés. Cette situation a plusieurs conséquences : des outils peu contraignants se rajoutent à d'autres, préexistants et plus exigeants, ce qui soulève la question de l'intérêt des premiers ; la lisibilité de chacun d'entre eux et des politiques conduites s'en trouve amoindrie ; l'acceptation sociale est souvent péjorée, les populations locales ressentant une saturation de protection (Girault et Laslaz, 2015, p. 49).

- 7 Cette surprotection s'accompagne pourtant d'une faible protection du territoire :

Ce cumul, qui suppose une grande qualité de protection, entraîne des redondances et des lacunes de gestion (avec deux, voire trois organes gestionnaires des différents espaces protégés). Le caractère flottant de certains (absence de gestionnaire et de matérialisation sur le terrain, périmètre difficilement identifiable, vacuité des dispositifs réglementaires qui en font des protections plutôt faibles) invite d'ailleurs à reconsidérer le statut réel d'espace protégé (Girault et Laslaz, 2015, p. 52).

- 8 Cette surprotection, quand elle existe, a-t-elle partout des caractéristiques, des dynamiques et des effets identiques ? La multiplication des observations dans différents contextes pourrait nous doter d'une base comparative qui manque aujourd'hui. L'enjeu serait celui d'une compréhension fine des agencements socio-politiques et des interactions qui caractérisent la surprotection. Dans une perspective attentive aussi bien à la conflictualité qu'aux collaborations, l'analyse des jeux d'acteurs impliqués dans des constructions patrimoniales permettrait de mener une interrogation critique des effets de la multiplication des dispositifs de protection de la nature sur un même territoire.
- 9 Pour avancer dans cette direction, nous avons mené entre 2015 et 2018 un terrain ethnographique à Lanzarote, au sein de l'archipel espagnol des Canaries. Le choix de travailler en contexte insulaire est heuristique dans la mesure où la taille du territoire rend plus visible la multiplication des dispositifs patrimoniaux. L'article de Girault et Laslaz sur le Parc national de Samaria peut fournir des éléments de comparaison de ce point de vue.

- 10 Dans le contexte de la prise de conscience d'une catastrophe environnementale globale, la recherche en socio-anthropologie de l'environnement se trouve dans une situation inconfortable, entre une posture objectiviste visant à la neutralité des descriptions et un engagement critique : d'un côté, on risque de ne s'inscrire que dans des objectifs académiques, avec des analyses de jeux d'acteurs satisfaisantes au plan sociologique, mais peut-être en deçà des enjeux liés au contexte environnemental global ; de l'autre, le risque est de produire des évaluations normatives et surplombantes, reposant sur les normes de l'écologie de la conservation parfois peu attentives aux caractéristiques culturelles et sociales. La voie médiane consiste à prendre au sérieux les objectifs normatifs que se donnent les structures patrimoniales quand elles décrivent les finalités de leurs actions, l'enquête de terrain permettant alors de comprendre les significations des distances entre les pratiques concrètes et les objectifs affichés.

Lanzarote, un modèle d'insoutenabilité ?

- 11 La recherche en sciences humaines et sociales semble s'être peu intéressée aux aires naturelles protégées de l'Archipel des Canaries¹². Qu'il s'agisse de géographes, de sociologues ou d'économistes, les auteurs que nous avons lus se sont plutôt attachés à décrire les effets du tourisme de masse à Lanzarote, tant sur l'agriculture que sur l'économie ou la culture. La période du dernier tiers du XX^e siècle attire l'attention, tant ce fut une époque de transformation rapide. Un article portant sur la Réserve de biosphère de Lanzarote et les politiques territoriales (Sobral et al., 2008), décrit précisément cette dynamique de transformation qu'on trouve présentée de manière similaire dans différents textes ainsi que dans les entretiens réalisés auprès des experts et cadres des institutions territoriales. Sur des bases documentaires, Sobral García, González Morales et Hernández Luis ont étudié les évolutions de l'usage des sols et de la démographie de l'île. En résumé, Lanzarote dépendait d'une économie centrée sur l'agriculture et la pêche avec de faibles impacts environnementaux jusqu'aux années 1960-1970, période de rupture où l'économie de l'île s'oriente en direction du tourisme en valorisant ses plages et ses paysages spectaculaires. La rapidité de la croissance de cette économie, en particulier avec l'extension du tourisme de masse, a conduit à une urbanisation et à une déprise agricole importantes, et à des transformations du paysage qui ont alerté les institutions. Un certain volontarisme politique et l'action d'un artiste contemporain et de son équipe, César Manrique qui sera présenté plus loin, feront passer les ressources naturelles de l'île du statut de ressources inépuisables à exploiter pour le développement économique à celui de patrimoine fragile et à conserver : des parcs seront créés, une Réserve de biosphère mise en place, et les politiques publiques s'attacheront à définir des usages du sol et à réguler le tourisme de masse. Sans succès, d'après ces auteurs, ni pour les politiques publiques, ni pour la Réserve de biosphère.
- 12 Le ton de la littérature consultée est souvent critique, voire sévère. Aguilera Klink (2006, 2007), un économiste universitaire spécialisé dans l'environnement qui travaille à partir de corpus de textes officiels, de rapports et de documents juridiques et économiques, prend des positions tranchées en expliquant que l'impressionnante croissance économique de l'île depuis sa mise en tourisme ravage son écosystème. Il relie les détériorations de l'environnement à celles de la démocratie, dénonçant l'autoritarisme et l'arbitraire des modalités de prise de décisions politiques aux Canaries. Selon cet auteur, elles sont rarement justifiées à partir de diagnostics

partagés, et parfois même pas étayées par des argumentations rationnelles. Il explique que les Canaries ont bénéficié de la croissance de l'économie du tourisme, d'une fiscalité avantageuse, et enfin de financements européens au titre de « Région Ultra Périphérique » (RUP). Ces financements ont été obtenus suite à la construction d'un discours officiel représentant une île lointaine et sans ressource. Les aménités du territoire habituellement présentées auparavant valorisaient des paysages sublimes, un climat idéal et printanier toute l'année, du soleil et des plages de sable fin immenses, le tout à quelques heures d'avion seulement des principales villes européennes. Aguilera Klink (2006) relève que ces arguments, véritables avantages compétitifs, disparaissent des rapports officiels à la fin des années 1990 sous l'impulsion des politiques canariens au moment où ils élaborent une stratégie discursive présentant les Canaries à l'Union européenne comme des îles lointaines, subissant un climat « défavorable »¹³ et nécessitant donc des fonds de soutien. Diaz Hernandez (2008), un géographe qui se base sur des statistiques officielles, confirme les dégâts environnementaux et sociaux du tourisme de masse sur les îles des Canaries : entre 1997 et 2003, les émissions de CO2 ont augmenté de 69 % dans les Canaries qui est la région espagnole où elles ont le plus augmenté. Avec la croissance de la fréquentation touristique et de la population de l'archipel, la consommation en eau et en énergie dépasse de 20 % la moyenne nationale, et les déchets et les pollutions sont mal régulés en raison d'infrastructures peu efficaces.

- 13 La corruption politique est dénoncée très régulièrement par les titres de la presse locale, et le non-respect des décisions judiciaires est récurrent (22 hôtels de luxe ont été construits illégalement et frappés d'interdiction par un procès, mais continuent d'accueillir des touristes¹⁴). Cette corruption politique est attestée par Jiménez et al. (2012, 2014), des juristes et politistes qui décrivent Lanzarote comme un cas « paradigmatique » des phénomènes de corruption en Espagne. Les auteurs y expliquent comment le clientélisme politique conduit à la distribution de nombreux postes clés au sein des institutions à des personnels non qualifiés et soumis à la volonté des élus, ce qui permet à ces derniers de contourner facilement les lois qui régulent l'urbanisation. Le CACT (Centre d'Art de Culture et de Tourisme, organisme public « géré à la manière d'une entreprise »¹⁵ qui organise le tourisme dans l'île) est pointé du doigt comme une institution clé dans ce processus, dans un contexte environnemental où l'île, dont le climat propice aux activités de plage et ne subissant pas de variations saisonnières, est le lieu d'une intense spéculation de la part de l'industrie touristique et du bâtiment. Ce qui accentue les enjeux de cette spéculation, toujours selon ces auteurs, c'est que le gouvernement canarien a introduit en 1999 un dispositif appelé « Reserva para Inversiones en Canarias (RIC) » (Réserve d'investissement dans les Canaries), qui autorise 90 % de dégrèvements fiscaux lors d'investissements dans des projets locaux. Ce dispositif ayant été créé durant la période des années 1995 à 2010, où les investissements dans la construction étaient très rentables, il a été principalement utilisé dans le secteur de l'industrie touristique. Esteban et López Sala (2007, p. 101) expliquent que la réussite du parti nationaliste Coalición Canaria¹⁶, créé en 1993 et resté au pouvoir dans les Canaries de 1999 à 2019, repose en partie sur une oligarchie traditionnelle liée à l'industrie du bâtiment, au tourisme et au commerce qui avait été privée de représentation politique à Madrid après la chute de Franco et l'échec des partis de centre droit. Enfin, Aguilera Klink (2007) cite plusieurs rapports de procureurs qui dénoncent les administrations canariennes comme les « véritables délinquants de

l'environnement », et dont l'un d'entre eux écrit : « La non application des lois sur l'environnement est le meilleur baromètre de la corruption d'un système politique ».

- 14 On trouve dans la littérature des études empiriques sur les liens entre ressources naturelles et corruption (Williams et Le Billon, 2017), certains auteurs allant même jusqu'à faire des indices de corruption publiés par Transparency International des variables pertinentes pour la gestion des aires naturelles protégées (Eklund et Cabeza, 2016). Ce thème de la corruption, que nous avons déjà rencontré sur d'autres terrains, est toujours délicat : ne pas en tenir compte dans le cas des Canaries serait absurde tant il est présent dans la littérature scientifique ou d'expertise, ainsi que dans les conversations quotidiennes ou dans les médias ; mais dès qu'on l'évoque, on se retrouve face à un facteur explicatif aussi envahissant que difficile à décrire empiriquement, l'enquête en sciences sociales n'étant pas une enquête de police.
- 15 Quels ont été les effets socio-économiques de la croissance de l'économie du tourisme, de ces politiques fiscales et de ce contexte de corruption ? Le taux de chômage a atteint 38 % dans le secteur des services en 1996¹⁷, il se situait autour de 23 % en 2016 toutes catégories confondues¹⁸, et autour de 18 % au début de l'année 2018¹⁹. En juin 2018, la presse canarienne titrait sur un risque de 30 % de pauvreté dans les Canaries²⁰, cette communauté autonome étant l'une des plus pauvres du pays. Enfin, il suffit de visiter la capitale de Lanzarote, Arrecife, pour se rendre compte de l'état de délabrement des infrastructures urbaines, et des faillites des boutiques qui font de plusieurs rues du centre-ville, autrefois animées, de quasi déserts. La thèse de Sosa Espinosa (2013), qui porte sur l'influence du tourisme sur la qualité de vie à Lanzarote, confirme ces constats, en expliquant qu'après une période d'amélioration de la qualité de vie en termes socio-économiques et d'infrastructures, l'implantation d'une « monoculture » de tourisme de masse a introduit des transformations sociales, économiques et territoriales qui ont conduit à l'augmentation de la précarité, à l'effondrement des structures sanitaires, à des difficultés dans l'accès à l'énergie et à l'eau, et à la stagnation du niveau de formation de la population.
- 16 Toute cette littérature, critique et pessimiste, focalise son attention sur les mutations territoriales et sur les liens étroits entre l'environnement d'une part et d'autre part un contexte défini à partir du triptyque « politique, corruption, industrie touristique ». Elle se base sur des sources officielles, et s'appuie sur des statistiques. Parfois, des entretiens sont présentés en complément des sources officielles mobilisées pour décrire les dynamiques territoriales à Lanzarote, mais on n'a pas affaire à un niveau de détail fin au plan social dans les fresques économiques et politiques qui résultent de ces démarches.
- 17 Il manque surtout une attention précise aux institutions du patrimoine naturel. Quand ces dernières interviennent dans l'analyse (Guerra Talavera et Perez Garcia, 2008), c'est à partir de statistiques souvent indirectes (superficie des surfaces agricoles, flux de touristes, démographie, etc.) et non sur la base d'une observation des pratiques concrètes de leurs personnels dans leurs interactions avec d'autres institutions ou avec les habitants. Ces historiographies institutionnelles fournissent cependant des éléments de contexte intéressants.

Une enquête de terrain sur la fabrique et la gestion du patrimoine naturel en contexte de « surprotection »

- 18 Notre article présentera des observations de terrain dans une perspective encore exploratoire. Il serait en effet prématuré de prétendre à une compréhension sociologique approfondie des dynamiques patrimoniales de l'île de Lanzarote.
- 19 Au plan théorique, nous nous inscrivons dans deux grands axes de problématisation. D'une part, les phénomènes de patrimonialisation sont analysés sous l'angle des jeux d'acteurs qui les configurent, plus qu'en y cherchant des fonctionnements liés à la mémoire, à sa transmission, ou à des inversions du processus de filiation (Davallon, 2006), même si ces dimensions peuvent être importantes pour certaines analyses, notamment dans le domaine des musées ou de la culture. Dans le contexte des parcs naturels, ce sont surtout les jeux d'acteurs qui retiennent notre attention. Nous essayons de comprendre comment un patrimoine se construit entre appropriation sociale et désignation institutionnelle (Rautenberg, 2004) et quelles sont les médiations – sociales, discursives, politiques, communicationnelles, etc. – qui structurent cette construction.
- 20 D'autre part, les jeux d'acteurs sont compris dans la perspective d'une sociologie pragmatiste, au sein de laquelle aucune position dans le champ culturel, politique ou économique, aussi forte soit-elle, ne sur-détermine la capacité des personnes et des groupes à mener des projets et à prendre une position : le jeu n'est pas figé à l'avance, et les positions se construisent au fil du temps, dans l'interaction. Ces interactions reposent sur la capacité des personnes et des groupes à mobiliser des ressources variées dans l'environnement social, culturel, politique et naturel (Dodier, 1993)²¹.
- 21 Au sein de l'archipel des Canaries, Lanzarote cumule un grand nombre d'espaces patrimonialisés²² : un parc national²³, deux parcs naturels²⁴, une réserve de biosphère²⁵, deux paysages protégés, cinq monuments naturels, deux sites d'intérêt scientifique, et enfin un géoparc²⁶ créé en 2015 (voir tableau 1 et figures 2, 3 et 4). Au total, 42 % de la superficie de l'île relève d'une catégorie de protection²⁷. Si l'on ajoute à ces espaces protégés les portions du territoire définies par le parlement Canarien comme « sols rustiques », et qui sont non urbanisables, le cumul des territoires protégés s'élève à 64,9 % de la superficie de l'île²⁸. On se situe donc dans une perspective permettant de comparer ces caractéristiques à celles du Parc de Samaria du point de vue de la « surprotection » (Girault et Laslaz, 2015).

Tableau 1. Espaces protégés de Lanzarote.

Espace protégé	Date de création	Superficie (ha)	Catégorie UICN	Remarques
Parque Nacional Timanfaya	1974	5 107,0	II	
Reserva de la Biosfera	1993	125 474 ha dont 86.610 ha sur terre et 38.864 ha en mer	II (pour le Parc national)	

Geoparque Lanzarote y el Archipiélago Chinijo	2015	250 000 ha dont 86 600 sur terre et 163 400 en mer	II (pour le Parc national)	Il existe un autre géoparc aux Canaries, dans l'île d'El Hierro, créé en 2014
Reserva Natural Integral los Islotes	1994	165,2	Hors catégorie UICN	Se compose de plusieurs îles. Réserve créée dans le cadre du Parque Natural del Archipiélago Chinijo en 1986. Directive oiseaux Natura 2000.
Parque Natural del Archipiélago Chinijo	1986	9 112,0	Hors catégorie UICN	
Parque Natural de los Volcanes	1987	10 158,4	Hors catégorie UICN	Entoure, un peu sous la forme d'une zone tampon, le parc national
Monumento Natural del Malpaís de La Corona	1994	1 797,2	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme Parque Natural
Monumento Natural de Los Ajaches	1994	3 009,5	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme Paraje Natural de Interés Nacional
Monumento Natural Cueva de Los Naturalistas	1994	2,1	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 au sein du Parque Natural de La Geria
Monumento Natural Islote de los Halcones	1994	10,6	Hors catégorie UICN	Inclus dans le périmètre du parc national
Monumento Natural de Montañas de Fuego	1994	392,5	Hors catégorie UICN	Inclus dans le périmètre du parc national
Paisaje Protegido de Tenegüime	1994	421,1	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme Parque Natural
Paisaje Protegido La Geria	1994	5 255,4	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme Parque Natural. Directive oiseaux Natura 2000.
Sitio de Interés Científico Los Jameos	1994	30,9	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme partie du Parque Natural del Volcán de La Corona y el Malpaís de La Corona

Sitio de Interés Científico el Janubio	1994	168,6	Hors catégorie UICN	Créé en 1987 comme Parque Natural. Directive oiseaux Natura 2000.
--	------	-------	---------------------	---

- 22 Le Géoparc de Lanzarote est le point d'entrée principal à partir duquel l'enquête a été menée. La caractéristique des géoparcs est de protéger et valoriser un patrimoine géologique²⁹. Les objectifs des géoparcs sont présentés de cette manière sur le portail web de l'Unesco :

Les géoparcs mondiaux Unesco sont des espaces géographiques unifiés, où les sites et paysages de portée géologique internationale sont gérés selon un concept global de protection, d'éducation et de développement durable. Leur approche « partant de la base » et associant la conservation et le développement durable tout en impliquant les communautés locales devient de plus en plus populaire. A ce jour, on compte 140 géoparc mondiaux Unesco dans 38 pays³⁰.

- 23 Dans le cadre de l'installation progressive du Géoparc de Lanzarote dans son environnement institutionnel et patrimonial, on analysera donc comment s'accomplissent ces objectifs de protection, d'éducation et de développement durable, ainsi que la manière dont les communautés locales sont impliquées. L'enjeu est de comprendre ses normes d'action, les ressources qui seront mobilisées, les interactions et les choix stratégiques qui seront privilégiés, dans le contexte d'un territoire déjà fortement doté en institutions patrimoniales.

Méthodologie : suivre l'installation d'un nouveau dispositif patrimonial, le Géoparc de Lanzarote

- 24 Au plan méthodologique, le principe adopté est de suivre à travers une période temporelle (2016-2018) l'installation du Géoparc dans l'île. Trois périodes d'enquêtes de terrain ont été organisées : en juin 2016 (un mois), en juin 2017 (16 jours) et enfin en juin 2018 (16 jours). Durant ces périodes, j'habitais dans la capitale de Lanzarote, Arrecife, où se situe le « Cabildo ». Le Cabildo, ou Conseil en français, constitue un gouvernement local dans l'Espagne décentralisée : il s'agit d'une entité administrative spécifique des Canaries, qui en compte sept, un pour chaque île de l'archipel. Les Cabildos constituent des administrations politiques dotées d'importantes prérogatives de gestion et de financements³¹ : tourisme, environnement, culture, sport, industrie, routes, eau potable, patrimoine et musées, plages, transports publics, agriculture, élevage et pêche, et enfin aménagement et surveillance du territoire. Au-dessus de ces Cabildos se trouve le gouvernement de la communauté autonome des Canaries, situé à Las Palmas, dans l'île de Gran Canaria (voir tableau 2). À Lanzarote, le Cabildo est un acteur patrimonial important dans la mesure où les personnels du Parc national, de la Réserve de biosphère et du Géoparc sont des fonctionnaires du Cabildo, certains travaillant dans ses bureaux.

Tableau 2. Structure administrative et institutions politiques en Espagne et aux Canaries.

Territoire	Institutions
------------	--------------

État (Espagne)	Chef de l'État (Roi) Gouvernement (Président et ministres) Chambres (Congrès des députés et Sénat) Tribunaux de justice
Communauté autonome (ex. : Canaries)	Gouvernement autonome (Président et Conseillers) Parlement autonome
Province (Santa Cruz de Tenerife et Las Palmas de Gran Canaria)	Aux Canaries : 1 Cabildo dans chacune des 7 îles
Municipalité	Conseil (Maire et conseillers)

- 25 Concrètement, le terrain repose sur des entretiens semi-directifs longs d'une à deux heures, réalisés et réitérés pour la plupart chaque année avec les gestionnaires du patrimoine naturel (direction du Parc national, de la Réserve de biosphère et du Géoparc), mais aussi avec des personnels de terrain, ou encore avec d'autres types d'acteurs. Au total, ce sont 31 entretiens qui ont été effectués entre 2016 et 2018 (voir tableau 3).

Tableau 3. Liste des 31 entretiens réalisés.

Statut de la personne interrogée	Institution	Formation	Nombre d'entretiens	Remarques
Responsable du programme des géosciences	Unesco Paris	géologue	1	[En ligne] URL : http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/
Écologue 1, cadre scientifique et administratif	Réserve de biosphère de Lanzarote	biologiste et agronome	2	
Écologue 2, cadre scientifique et administratif	Réserve de biosphère de Lanzarote	écologue	2	
Ancien Président du Cabildo de Lanzarote	Cabildo		1	A siégé 3 fois comme Président et a été actif dans le portage institutionnel de la Réserve de biosphère

Conseiller « Paysage et développement territorial »	Cabildo		1	
2 cadres scientifiques et administratifs de la Fondation César Manrique, dont l'une dirige le département « Environnement » de la Fondation	Fondation César Manrique	1 écologue et 1 géographe	3	
Directeur du Parc national de Timanfaya	Parc national de Timanfaya	microbiologiste	1	
Directrice du département « Environnement » du Cabildo, puis directrice du Géoparc	Cabildo	géologue	5	A porté le projet du Géoparc de Lanzarote
Technicienne du Géoparc	Cabildo	Technicienne en activités socio-culturelles	1	
Garde parc 1 (assermenté)	Cabildo	biologiste	2	Enregistrement avec demande de ne pas exploiter certains propos (qui ne sont donc pas utilisés)
Gardes parc 2 et 3 (non assermentés)	Cabildo		1	Refus d'enregistrement
2 médiatrices éducatrices du service de la nature du Cabildo	Cabildo	1 biologiste et 1 animatrice	3	Une visite de terrain d'une journée a été effectuée sur le site de la structure éducative, au nord de l'île
1 biologiste enseignant l'éco-tourisme à l'université	Université Las Palmas, site de Lanzarote	zoologue	1	Également guide naturaliste, par ailleurs ancien président du principal groupe écologiste des Canaries (El Guincho). 2 de ses visites guidées ont été suivies par l'auteur.

1 géologue ayant participé aux inventaires et au dossier préalable à la candidature du Géoparc	IGME (Institut géologique et minier d'Espagne)	géologue	1	Entretien mené par skype
Directeur du centre d'art et de tourisme (CACT) de Lanzarote	CACT	Ingénieur polytechnique spécialisé en urbanisme	1	
2 cadres du département « Patrimoine historique »	Cabildo	1 archéologue spécialisée en bioanthropologie et 1 archéologue également formé à la biologie	1	
1 Conseiller élu d'opposition (Podemos)		économie	1	
1 écrivain et auteur de théâtre			1	Ancien responsable du Centre Insulaire de Culture « El Almacén » et responsable de la Culture au sein du Cabildo de Lanzarote. A écrit des ouvrages sur l'histoire de Lanzarote et sur César Manrique.
Directeur du Géoparc d'El Hierro et de la Réserve de biosphère d'El Hierro	Cabildo (d'El Hierro)		1	
Responsable de l'Office de tourisme d'El Hierro	Cabildo (d'El Hierro)		1	Propos transcrits de mémoire, entretien non enregistré
Ancienne directrice du Géoparc d'El Hierro, ancienne Conseillère « Tourisme, transports et communication » du Cabildo (PSOE)			1	

- 26 À cela s'ajoutent des observations de terrain : suivi de réunions, présence lors des activités de promotion du Géoparc dans des villages ou écoles de l'île, sorties avec des géologues du parc national pour recueillir des données scientifiques, participation aux randonnées géologiques éducatives et touristiques réalisées par une entreprise de médiation scientifique contractualisée par le Cabildo, visite de tous les musées et sites touristiques de l'île, etc. J'ai également participé, avec des touristes et des médiateurs de terrain, à des randonnées naturalistes organisées par un biologiste enseignant l'éco-tourisme. J'ai enfin assisté aux conférences de lancement d'une plate-forme revendicative mise en place par des opposants au projet de loi renouvelant le Plan d'aménagement du territoire, et à une session de débat public du conseil de la Réserve de biosphère. Comme souvent, dans le cadre d'enquêtes ethnographiques, les personnes rencontrées ne le sont pas sur la base d'un échantillonnage, mais au fil de l'enquête, chaque entretien pouvant aboutir à définir de nouveaux informateurs. En revanche, le point de départ des entretiens se situait dans la sphère institutionnelle du Cabildo et des organisations patrimoniales. Les personnes et groupes retenus en dehors de cette sphère l'ont été de manière à contraster les informateurs par leurs parcours professionnel ou intellectuel, leurs positions hiérarchiques, ou leurs engagements. Lors des visites ou des rencontres, des documents sont également récoltés, parfois des objets, et des photographies sont prises. Sur les sites web des institutions de Lanzarote on trouve par ailleurs énormément de documents scientifiques, techniques, juridiques ou administratifs, ces archives complétant l'enquête de terrain.
- 27 Enfin, j'étais hébergé sur place par une secrétaire administrative du Cabildo qui louait une partie de son appartement. Grâce aux discussions quotidiennes que nous avions, j'ai eu accès à certains contacts et informations de manière privilégiée. Dans la mesure où ce terrain s'inscrivait dans une perspective ethnographique, j'ai noué sur place des relations amicales avec des habitants d'Arrecife et je participais ainsi à la vie locale : sans cela, obtenir certaines informations, comprendre certaines attitudes quotidiennes aurait été plus difficile.

Lanzarote : description géographique et historique d'une île volcanique artialisée

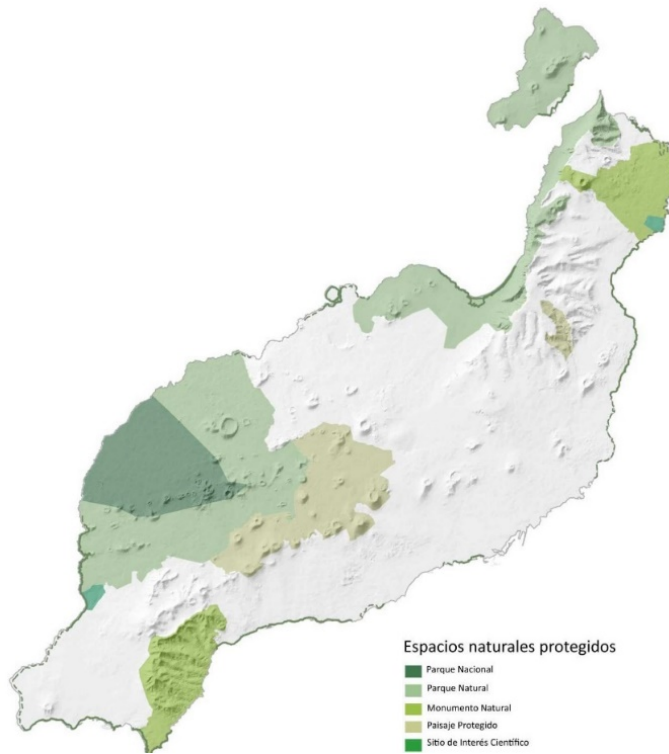
- 28 Sept îles volcaniques composent l'Archipel des Canaries, situé au large des côtes du Maroc. L'une des plus désertiques est Lanzarote, au nord-est de l'archipel. D'une superficie de 805 km², l'île principale mesure 62 km du nord au sud et 21 km d'ouest en est. Environ 149 000 personnes y résident en permanence en 2018 selon les statistiques officielles³². S'ajoutent à cette île principale des îlots, dont le plus grand est l'île de la Graciosa, qui mesure 27 km² et qui est habitée par environ 700 personnes. Lanzarote a connu six années d'éruption entre 1730 et 1736, ce qui détruisit un tiers de l'île, notamment sa principale vallée agricole. Des villages ont été ensevelis par des couches de lave de plusieurs mètres, les habitants ayant fui à temps et trouvé refuge dans des villages éloignés de l'éruption. Une grande partie de l'île fut recouverte de cendre volcanique. En 1884, un nouvel épisode éruptif, plus court, eut lieu. Le paysage de l'île a été fortement transformé par ces événements volcaniques, ses champs de lave faisant partie des plus vastes de la planète. Du point de vue géologique, la durée de cette éruption, les volumes de matériaux émis, et leurs caractéristiques ont un caractère exceptionnel (Carracedo et al., 1992).

- 29 La famine engendrée par la perte des terres agricoles conduisit une partie de la population à émigrer vers les îles voisines (De León, 2000 ; 2008 et Quintana Andrés, 2005). Les cendres volcaniques dispersées sur toute la surface de l'île ont eu pour effet de capter l'humidité et de réguler les écarts de température des terres non recouvertes par les laves. Les habitants restés sur place se rendirent compte de l'effet positif de ce phénomène sur la croissance des plantes, qui permit un renouveau de l'agriculture et le retour des populations émigrées. De nouvelles méthodes agricoles furent développées, consistant à creuser la couche de cendre pour planter des vignes dans la terre végétale puis à les abriter du vent par des murets semi-circulaires de pierres volcaniques. Cela créa un paysage très original de milliers de cratères creusés dans la cendre noire, ce vignoble ayant fait l'objet d'un classement comme « paysage protégé » au sein de la Réserve de biosphère. Les cendres volcaniques sont aussi déposées par les agriculteurs sur les champs qu'ils destinent à l'agriculture, ce qui améliore leur rendement. La vie quotidienne est cependant restée très difficile en raison de l'extrême rareté de l'eau faute de pluie. Ce problème a conduit les habitants à développer une culture et des savoirs en matière de gestion de l'eau jusqu'à la création des premières usines de désalinisation de l'eau de mer en 1965. S'il reste des traces de cette culture de la sobriété de la consommation en eau (gouttières intégrées à l'architecture populaire, cuves de recueil de l'eau de pluie passées à la chaux, surfaces maçonnées sur certaines pentes de volcans, sources issues de la filtration de l'eau au pied des montagnes, chameaux comme moyen principal de transport des récoltes, terrasses agricoles superposées et reliées par des conduites, etc.) (Gonzales Morales, 2008), les transformations dues à l'activité touristique ont largement érodé cette mémoire et imposé un modèle de développement nettement moins économe des ressources.
- 30 Dans sa période contemporaine, l'histoire de Lanzarote a été marquée par l'action de César Manrique (1919-1992), un architecte et peintre non figuratif issu d'une famille de la classe moyenne de l'île³³. Après une formation artistique à Madrid, puis divers travaux et expositions, il s'installe à New York en 1964 grâce à une invitation de Nelson Rockefeller, alors gouverneur de l'État de New York, rencontré lors d'une fête à Madrid (Borrego, 2009, pp. 85-94). À New York, il obtient une bourse et intègre l'avant-garde artistique du *pop-art* dans un contexte de liberté créative qui tranche avec l'Espagne franquiste. Il retourne ensuite à Lanzarote pour y mener une activité artistique inspirée par l'architecture populaire de l'île et par son volcanisme spectaculaire. Il a aussi le projet de contribuer à son développement économique en mettant en place avec son ami d'enfance José Ramirez Cerdá, devenu président du Cabildo, une forme d'écotourisme sensible à ses exigences écologistes militantes³⁴. À l'inverse du tourisme balnéaire de masse qui sévit en Espagne, et que Manrique critique de manière virulente, le politicien et l'artiste promeuvent un tourisme « de qualité » qui reposerait sur un usage responsable et planifié des ressources de l'île. Manrique, aidé par des techniciens et d'autres artistes locaux, va alors s'employer à artialiser Lanzarote. Il y installe de grands mobiles animés par le vent, et y crée des réalisations architecturales spectaculaires (restaurant inséré dans une falaise, vaste maison de luxe construite dans un tunnel de lave, musée et monument dédiés aux paysans de Lanzarote, jardin de cactus, etc.). L'idée générale est que l'architecture doit être étroitement articulée au paysage (Arcaraz, 2016). La clientèle visée est l'élite culturelle, politique et économique cosmopolite qu'il a fréquentée à New York. L'intérêt pour la géologie, l'esthétique du paysage, de même que la recherche d'un équilibre entre développement économique et

protection de l'environnement, sont explicites chez Manrique, avant même la popularisation du mouvement écologiste.

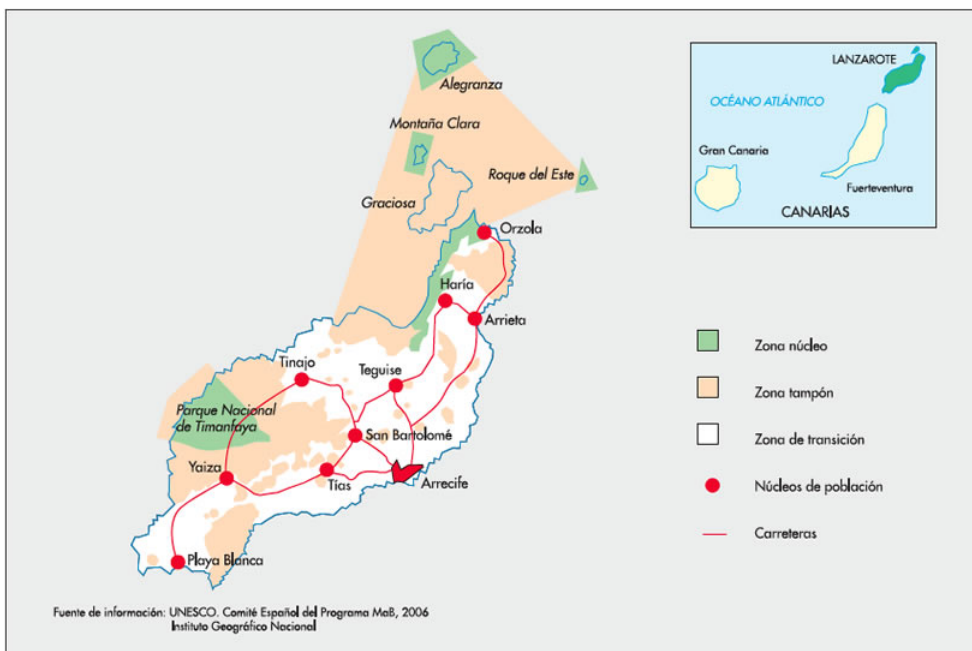
- 31 Entre 1966 et son décès en 1992, l'île sort complètement transformée de cette période d'artialisation, et devient alors une destination touristique renommée. Elle passe rapidement d'une économie d'agriculture de subsistance à un développement impulsé par le tourisme international (Acosta Rodriguez, 1990 ; Sosa Espinosa, 2013). Lanzarote s'orientera vers un tourisme de masse et de plage, provoquant régulièrement la colère de Manrique, qui s'exprimera avec virulence dans la presse. Il créera en 1974 un « laboratoire » artistique, El Almacén, installé dans une vieille maison de la capitale, avec un enjeu d'éducation populaire par l'art et le théâtre, de même qu'il sera à l'origine d'un musée d'art contemporain. En parallèle à sa militance écologiste et culturelle, Manrique participera à l'étude préalable à la création du Parc national de Timanfaya en 1973³⁵ (Martinez Puebla et al., 2005, pp. 20-23 ; Simancas Cruz, 2007, p. 87). Il sera également à l'origine de la création de la Réserve de biosphère de Lanzarote, après avoir été nommé en 1989 membre du comité espagnol du programme *Man and Biosphere* (Izquierdo Expósito, 2001). Son action contribuera donc fortement à la construction d'espaces de débat public sur des thèmes écologiques et culturels dans la société canarienne, tout en anticipant les principes de ce qui deviendra plus tard le « développement durable ».
- 32 Après l'artialisation de l'île et de la mise à l'agenda des thèmes écologiques par Manrique, une série de créations patrimoniales vont s'enchaîner. Ces créations correspondent à trois types de statut de protection : un statut national (le Parc national de Timanfaya), des statuts liés à des conventions internationales (la Réserve de biosphère et le Géoparc, créés sous l'égide de l'Unesco), et enfin des territoires faisant partie du réseau canarien des espaces naturels protégés (qui peuvent également relever de la directive européenne Natura 2000). Le phénomène de superposition patrimoniale apparaît clairement quand on précise que les limites du Géoparc englobent toutes les autres structures patrimoniales, que la Réserve de biosphère incluse dans le périmètre du Géoparc comprend le Parc national et d'autres structures patrimoniales, et que le Parc national de Timanfaya comprend plusieurs sites du réseau canarien des espaces naturels protégés (voir : figure 2, figure 3 et figure 4).

Figure 2. Carte des espaces naturels protégés de Lanzarote (hors Réserve de biosphère et géoparc).



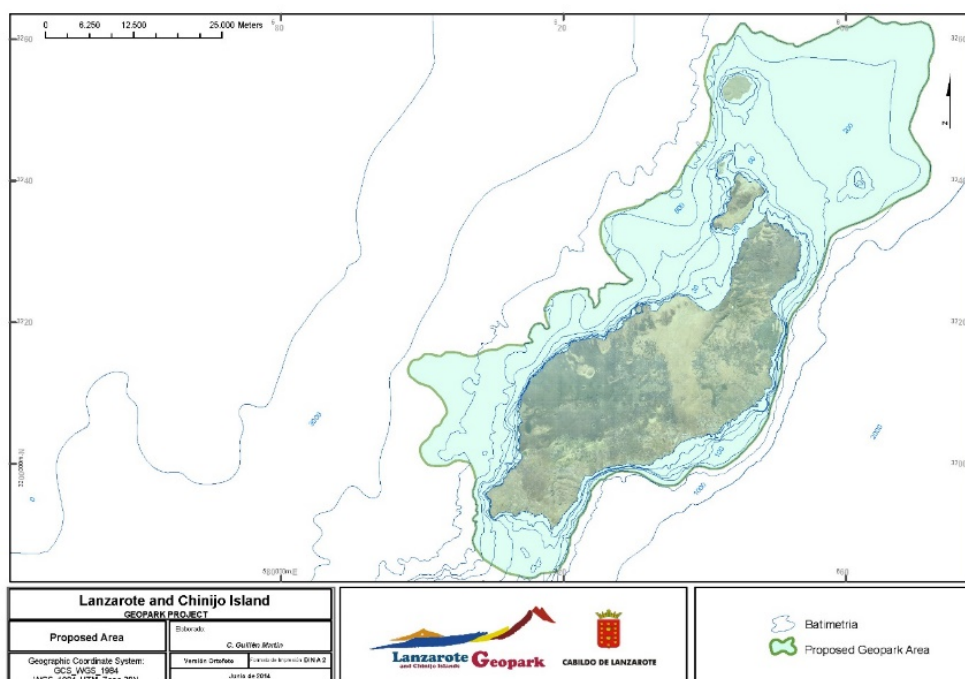
CABILDO DE LANZAROTE, PLAN INSULAR DE ORDENACIÓN DE LANZAROTE, 2013.

Figure 3. Carte des limites de la Réserve de biosphère de Lanzarote.



RED ESPAÑOLA DE RESERVAS DE LA BIOSFERA.

Figure 4. Carte des limites du Géoparc de Lanzarote.



Géoparc.

La Fondation César Manrique : principal contre-pouvoir de l'île

- 33 La Fondation César Manrique est une organisation privée sans but lucratif créée en 1983 par Manrique, et qui ne sera concrètement active qu'en 1992, peu de temps avant sa mort. Elle est sans doute la structure culturelle, patrimoniale et environnementale la plus originale de Lanzarote³⁶. Mes interlocuteurs ont été la biologiste responsable du département « Territoire et environnement », ainsi que le géographe responsable des programmes éducatifs³⁷. Tous deux sont des militants écologistes très revendicatifs. La fondation a en effet été créée par Manrique pour perpétuer son engagement, et il a pour cela organisé une équipe sur la base de personnes et de statuts en phase avec ses idées. Outre les activités comme la gestion du fonds Manrique, la réalisation d'expositions d'art contemporain, ou l'édition de catalogues et d'ouvrages d'art, l'une des missions importantes de la Fondation consiste dans des programmes d'éducation à l'environnement et des actions en faveur de la protection de l'environnement. Cela se traduit par l'appel à des universitaires extérieurs à Lanzarote pour réaliser des études environnementales, et par l'édition d'ouvrages scientifiques. L'action de la Fondation se concrétise particulièrement par la mobilisation d'avocats pour attaquer en justice les entreprises ou institutions qui ne respectent pas les cadres réglementaires environnementaux et patrimoniaux. L'indépendance politique de la Fondation est assurée par son financement, qui ne dépend pas de subventions, mais qui repose sur la billetterie des expositions et sur celle de la visite de l'ancienne résidence de Manrique. Ses actions visent la création d'espaces de débat public. Les enjeux écologistes et idéaux politiques d'émancipation qu'expriment les deux responsables au cours des entretiens que nous aurons sont affirmés de manière assez radicale. On y trouve l'ambition de

restaurer une éthique démocratique dans un contexte de corruption et de délitement politique fermement critiqué.

- 34 Il y a peu de liens entre la Fondation et la Réserve de biosphère, même si les personnes se connaissent et se respectent. En effet, la Fondation, malgré une proximité thématique et idéologique avec les écologues de la Réserve de biosphère, exprime une farouche volonté d'indépendance vis-à-vis du Cabildo, regrettant que la Réserve de biosphère ait dû réduire progressivement ses ambitions écologistes et son aspiration au renouvellement du débat public sous l'influence des pressions politiques. Aucun lien n'est apparu, durant les trois années de l'enquête, entre la Fondation d'une part, et d'autre part le Géoparc et le Parc national. Le cloisonnement des projets, des institutions et des activités semble la règle. Les cadres de la Fondation font état de leur exaspération et d'un certain découragement face à la situation environnementale et politique de l'île, qu'ils jugent catastrophique. Selon eux, les aires naturelles protégées de Lanzarote ne fonctionnent que comme des étiquettes promotionnelles vides de contenu, et quand elles disposent d'un plan de gestion, celui-ci n'est pas appliqué faute d'une surveillance efficace du territoire, d'une volonté politique de faire appliquer la loi, et à cause de la corruption. Même le Parc national leur paraît menacé par des projets de construction.
- 35 Enfin, leur plus grande crainte est la nouvelle loi du sol qui dérégule la gestion territoriale et va déconstruire l'ancienne planification concertée dans le cadre de l'archipel au profit d'une gestion déléguée aux municipalités. Selon la Fondation, en dépit de plus de 60 % du territoire protégé, de nombreuses options sont maintenant ouvertes pour permettre de nouvelles constructions d'hébergements touristiques, tandis que l'île ne bénéficie pas d'une répartition des profits réalisés par l'industrie du tourisme.
- 36 Le contexte général dans lequel prennent place les politiques de protection de l'environnement à Lanzarote est donc très singulier, en raison de l'influence de Manrique et des actions de sa Fondation qui fonctionne comme une ONG environnementaliste. Le mouvement écologiste paraît cependant avoir perdu du terrain. Les formes de débat public impulsées par la Fondation Manrique semblent, en effet, concerner plus une certaine élite intellectuelle et universitaire que les milieux populaires. Dans la période contemporaine, la société civile a pu se mobiliser fortement, notamment entre 2012 et 2014 contre un projet de prospection pétrolière au large des côtes des îles de Lanzarote et Fuerteventura³⁸. Mais ces mobilisations, parfois spectaculaires, sont restées sporadiques.
- 37 Les caractéristiques et dynamiques d'évolution de la superposition patrimoniale vont maintenant être présentées de manière synthétique à partir des entretiens menés avec les responsables des organismes patrimoniaux que sont le Géoparc de Lanzarote, le Parc national de Timanfaya, et la Réserve de biosphère de Lanzarote. On ne présentera pas spécifiquement les deux parcs naturels de l'île ni les sites et paysages classés, qui ne disposent pas d'une administration spécifique : ils sont gérés ensemble au sein du département Environnement du Cabildo, dont l'ancienne directrice est aujourd'hui directrice du Géoparc. Des observations de terrain seront également mobilisées pour décrire le fonctionnement des institutions patrimoniales.

La création du Géoparc de Lanzarote : une initiative institutionnelle

- 38 Le Géoparc de Lanzarote a été créé par une initiative institutionnelle, celle de sa directrice, aidée par l'administration du Cabildo et soutenue par les responsables de la Réserve de biosphère³⁹. L'inventaire géologique a été réalisé par des géologues de l'IGME (Institut géologique et minier d'Espagne⁴⁰). Les entretiens réalisés avec les rédactrices du dossier d'inscription convergent tous pour décrire une rapidité de gestion du dossier bien différente des temporalités habituelles des inscriptions sur la liste du patrimoine mondial⁴¹. Alors que ces dernières prennent souvent plusieurs années, le dossier du Géoparc a été rédigé en 15 jours par une équipe de quelques personnes : 3 géologues de l'IGME, la directrice du Géoparc qui a une formation en géologie, et une médiatrice du Cabildo (membre du département d'éducation à l'environnement) mobilisée temporairement pour sa maîtrise de l'informatique et de la mise en page. Les entretiens font apparaître l'enjeu de déposer le dossier de candidature en urgence, d'une part en raison de l'inscription d'un autre géoparc dans les Canaries l'année précédente (celui d'El Hierro, en 2014), et d'autre part à cause d'une surabondance de géoparc en Espagne⁴². Dans ce contexte déjà fortement doté au niveau national comme régional, la future directrice du Géoparc estimait que c'était « maintenant ou jamais ».
- 39 À l'inventaire géologique, réalisé sur la base d'une connaissance déjà ancienne des caractéristiques géomorphologiques de l'île par les expertes de l'IGME, s'ajoute une compilation de données réalisée à partir des différents services du Cabildo (tourisme, éducation, sentiers de randonnée, etc.). Dans chaque entretien revient à peu près la même phrase : « Nous étions déjà un géoparc sans le savoir ». Elle accompagne l'idée que le paysage et l'agriculture ont été travaillés depuis des générations par la population pour contrer l'hostilité de l'île, aboutissant à des réalisations exceptionnelles qu'il était légitime de mettre en valeur. Le titre de géoparc est donc perçu comme un « label » n'apportant que la confirmation de caractéristiques déjà présentes. Parmi les autres justifications évoquées dans les entretiens pour cette candidature, on trouve surtout l'idée d'accéder à un réseau mondial d'échanges et de collaborations qui romprait l'isolement de Lanzarote dû à sa « double insularité » (l'île se vit comme isolée au sein d'un archipel lui-même éloigné de la péninsule espagnole). L'enjeu est également d'attirer des touristes ayant visité d'autres géoparc : à nouveau la mise en réseau, au sein des géoparc, justifie la candidature de l'île.
- 40 Après quelques échanges avec les services de l'Unesco, puis la réalisation des inventaires, les réunions avec les mairies de l'île commencent. En très peu de temps, le dossier est présenté à l'Unesco et la visite d'évaluation est réalisée⁴³. La principale modification au dossier demandée par les évaluateurs consiste à étendre la limite du Géoparc à l'espace sous-marin pour qu'elle intègre la géomorphologie sous-marine et qu'elle ne coïncide pas avec les limites de la Réserve de biosphère qui comprend déjà toute l'île. Le dossier de candidature comporte 59 pages et consiste en une description géomorphologique de l'île, un inventaire des géosites, la présentation de principes de géoconservation, celle des infrastructures touristiques et éducatives de l'île et des activités économiques envisagées au sein du futur géoparc, plusieurs cartes, et une proposition d'organigramme pour la gestion du géoparc. Ce dossier assez court contraste fortement avec les milliers de pages de démonstrations scientifiques, basées

sur des comparaisons internationales, qui sont exigées par l'Unesco pour inscrire la « Valeur Universelle Exceptionnelle » d'un bien lors d'une inscription au patrimoine mondial⁴⁴. Le Géoparc de Lanzarote et de l'archipel Chinijo est alors inscrit par l'Unesco en 2015, et il est présenté ainsi sur le site du département des sciences de la terre de l'Unesco⁴⁵ : « Lanzarote est une pure géologie, des paysages sous-marins et lunaires, des eaux préservées, une terre aride, des oasis de palmiers, une harmonie entre l'Homme et la nature »⁴⁶ (traduction de l'auteur).

41 L'initiative patrimoniale semble donc s'inscrire plus dans une « fenêtre d'opportunités » (Kingdon, 1984 ; Howlett et al., 2015 ; Béland et Howlett, 2016)⁴⁷ à saisir en contexte concurrentiel, que dans une démarche murie sur le long terme. Toujours pour reprendre la terminologie de Kingdon, quand il décrit la prise de décision dans l'élaboration des politiques publiques, la directrice du Géoparc a agi comme un « *policy entrepreneur* » qui investit ses ressources – notamment son temps de travail (elle indique dans les entretiens avoir passé des nuits entières à travailler sur le dossier) ou encore ses compétences de géologue –, pour transformer sa « marotte »⁴⁸ en enjeu de politique publique. On n'observe pas les étapes classiques d'une mise à l'agenda des politiques publiques avec définition d'un problème, recherche d'une solution, enrôlement de parties prenantes, puis médiatisation du projet (Zittoun, 2013). Cette mise à l'agenda avait été réalisée dès les années 1970 avec l'action de Manrique, de son équipe et du président du Cabildo qui ont installé les idées écologistes et une vision du développement durable dans les politiques publiques.

42 Lors de sa création, le Géoparc a donc peu d'ancrage culturel dans la société de Lanzarote, et relève plus d'une initiative individuelle institutionnalisée que d'un portage par une communauté locale dans un cadre participatif.

La diversité des activités d'un géoparc en phase d'installation (2015-2018)

43 Les entretiens réalisés et l'enquête de terrain permettent de donner une idée assez précise des activités du Géoparc lors de ses trois premières années d'existence⁴⁹. Mais avant cela, un bref rapport d'activités du Géoparc brossera le tableau de la diversité des actions ou des projets impulsés en 2017. Dans ce document, 62 activités sont répertoriées. Deux d'entre elles seulement concernent la géoconservation : le transport d'une caisse de pierres, et le nettoyage durant 15 jours de sentiers proches de lieux d'intérêt géologique. 12 sont qualifiées d'activités scientifiques et/ou de vulgarisation. Il s'agit principalement d'appui logistique à des équipes extérieures à l'île, de mise en place de panneaux d'interprétation, de visites de terrain en compagnie de géologues, de journées portes ouvertes, etc. Ce qui occupe l'agenda du Géoparc, ce sont surtout les activités de « *networking* »⁵⁰ (18 au total. Elles consistent en réunions, en participation à des conférences, en voyages d'études, etc.) ainsi que les activités étiquetées « visibilité » (15 au total. Il s'agit d'entretiens accordés à la presse ou à la télévision, de création de documents, d'inaugurations d'expositions, de participation à des activités événementielles comme l'Ironman⁵¹, etc.). 10 de ces activités ont été menées en collaboration avec le CACT, 3 avec des scientifiques, mais aucune avec l'un des organismes patrimoniaux de Lanzarote, ni avec la Fondation César Manrique, ni avec les ONG environnementalistes présentes sur l'île, pas plus qu'avec le département environnement du Cabildo et son équipe d'éducation à l'environnement. Un rapport

d'activités de ce type ne peut cependant donner une vision précise du travail mené par le Géoparc, ni des valeurs et représentations du territoire qui sont mobilisées par cette institution. Pour cela, il faut entrer plus en détail dans les activités du Géoparc.

La « marque » géoparc : la communication plus que la participation

- 44 Alors que le discours des responsables du réseau des géoparcs à l'Unesco affirme une rupture avec les conceptions habituelles du patrimoine mondial, qui seraient caractérisées par des démarches « top-down » tandis que les géoparcs iraient dans le sens d'un progrès démocratique en s'appuyant sur des initiatives « communautaires » de type « bottom-up »⁵², il a été précédemment indiqué que le fonctionnement concret de l'inscription de ce géoparc ne s'est pas appuyé sur une telle démarche inductive⁵³. Cela semble cependant avoir été plus le cas sur l'île d'El Hierro, lors de son inscription comme géoparc, d'après les entretiens et observations réalisés sur place⁵⁴. Les conditions d'urgence institutionnelle ressenties à Lanzarote, dans un contexte très concurrentiel, n'ont pas poussé les institutions à s'appuyer sur des « communautés locales ». Dans les entretiens avec la direction du Géoparc, le thème de la participation est d'ailleurs singulièrement absent, par rapport à sa forte présence dans les entretiens avec les cadres de la Réserve de biosphère (sans même que ce thème ne soit amené par mes questions). En revanche, même quand je sollicite explicitement un positionnement sur ce thème lors d'un des entretiens avec la direction du Géoparc, je n'obtiens que des réponses assez générales portant sur les activités économiques et la promotion de produits agricoles locaux. Cette absence de mobilisation de la population locale préalablement à la candidature est confirmée par une géologue de l'IGME qui a participé à l'inventaire lors de la rédaction du dossier de candidature. D'après elle, tout comme d'après d'autres informateurs, personne à Lanzarote ne connaissait alors l'existence de ce projet patrimonial en dehors du Cabildo.
- 45 La conception du rapport au public portée par les géologues interrogées est celle de la vulgarisation, c'est-à-dire une pratique centrée sur la diffusion d'un savoir aux populations dans le but de leur faire acquérir une « conscience » environnementale et patrimoniale. Cela est confirmé lors de mes observations de terrain, par le fait que l'activité du Géoparc en direction des publics se concentre sur la réalisation d'une exposition de vulgarisation géologique, sur des actions de formation destinées aux guides de tourisme, sur l'édition de guides de visite de l'île en voiture, et sur des opérations de communication publique : en particulier des interventions dans des écoles primaires de l'île, des conférences de vulgarisation dans la capitale, ou encore des stands d'information sur le Géoparc lors de fêtes de villages. Même s'il faut tenir compte du fait qu'au moment des premiers entretiens le Géoparc vient à peine d'être créé, et qu'il repose sur une toute petite équipe (4 personnes, dont une stagiaire), la manière dont le rapport au public est envisagé relève avant tout – dans les discours comme dans les pratiques – de la vulgarisation ou de la communication publique, avec une forte influence du marketing des marques⁵⁵. J'ai été frappé, lors d'une visite dans une école primaire, par le fait que l'activité proposée par le Géoparc aux enfants (via les enseignants de l'école), outre les ateliers menés en amont durant l'année, avait consisté à organiser un spectacle durant lequel les enfants portaient au-dessus de leur tête des cartons colorés et une sorte de banderole dont l'ensemble chorégraphié complétaient une partie du logo et du nom du Géoparc disposés sur le sol de la cour de l'école (voir figure 5 et figure 6).

Figure 5. Spectacle scolaire co-organisé par le géoparc de Lanzarote et une école primaire / School show co-organized by the Lanzarote Geopark and a primary school.



Babou.

Figure 6. Logo du géoparc de Lanzarote / Logo of the Lanzarote geopark.



- 46 L'inscription d'une identité pensée comme une marque par des techniques du corps, en l'occurrence sur des enfants, montre bien que l'enjeu pour le Géoparc lors de son installation est avant tout de construire l'identité de la marque « géoparc » au sein d'une population qui ne le connaît pas encore. Cette logique de marque est explicite dans le discours d'une technicienne du Géoparc, qui l'accompagne d'un leitmotiv, celui de la « mise en valeur » du territoire. Je suis d'ailleurs destinataire de divers objets promotionnels comme des tasses décorées du logo du Géoparc, d'une casquette et d'un tee-shirt également frappés du même logo. On me fait visiter une réserve du Cabildo, et je peux alors constater que ces objets promotionnels ont été produits en grande quantité. Ils me sont distribués tout comme ils le seraient à n'importe quel autre destinataire supposé diffuser la marque Géoparc, dans une démarche d'extension du réseau communicationnel de cette institution.
- 47 Deux ans après ces premières observations, de retour dans les écoles primaires de l'île avec la même technicienne du Géoparc⁵⁶, nous assistons à un concours de dessin pour une « mascotte » du Géoparc : les enfants sont invités à l'imaginer en relation avec les

caractéristiques du Géoparc, puis doivent la dessiner et l'envoyer au Géoparc qui réunira sa direction, un graphiste professionnel et un artiste pour sélectionner la meilleure proposition. Celle-ci sera alors réalisée sous la forme d'une mascotte officielle afin d'identifier le Géoparc sur ses documents, en plus de son logo. Lors de chaque visite, la technicienne exemplifie ce que pourrait être une bonne mascotte illustrant certaines caractéristiques du Géoparc, et s'appuie sur le fait que tous les enfants ont reçu une casquette verte avec son logo pour suggérer que la mascotte pourrait porter également cette casquette. Dans l'une des classes, chaque table dispose d'une trousse de plastique vert frappée du logo du Géoparc. La technicienne explique que ces écoles rurales ont été des partenaires actifs, et qu'elle tient à les associer sur le long terme : outre ce concours de dessin, les activités proposées aux écoles consistent en informations sur le Géoparc (la première année de son existence), puis une fois cette identité posée, en des animations sur des thèmes (en 2018 il s'agissait des tubes volcaniques sous-marins), et enfin chaque année en une fête qui réunit toutes les écoles.

- 48 Un indice supplémentaire de ce positionnement, qui s'appuie plus sur la communication que sur une démarche participative, a été fourni lors d'une réunion avec l'entreprise qui réalise l'exposition itinérante « Pura geologia »⁵⁷. En dehors de quelques photographies de randonneurs, aucun habitant n'est présenté sur les panneaux de l'exposition. Le logo du Géoparc est en revanche bien mis en valeur, de même que les paysages de l'île.
- 49 Lors de cette étape de création où cette jeune institution prend place dans un espace territorial saturé d'institutions patrimoniales plus anciennes, l'un des principaux enjeux est donc communicationnel : il s'agit d'exister dans l'espace public par la diffusion d'un logo, par des techniques de marketing, et par une vulgarisation proche de la communication publique.

Activités scientifiques et géoconservation

- 50 Les éléments recueillis à propos du Géoparc indiquent que ce dernier réalise des activités de géoconservation. Notamment la remise en état de sentiers menant à des cônes volcaniques qui étaient fortement érodés, ou encore l'aménagement de sentiers d'interprétation avec l'installation de tables d'orientation ou de panneaux expliquant la géologie de certains volcans. À partir de l'inventaire de l'IGME, il propose également sur son site web une documentation des « LIGs » (*lugares de interés geológico* : lieux d'intérêt géologique), et édite des guides d'interprétation du patrimoine géologique. Il collabore aussi avec l'Agence spatiale européenne⁵⁸ et avec d'autres institutions de recherche, mais ce qui ressort des entretiens c'est que le Géoparc assure essentiellement la logistique et l'hébergement de ces activités. Faute de personnel, il ne pourrait aller plus loin dans ces collaborations. Par ailleurs, les techniciens et les instruments de la Casa de los volcanes⁵⁹ surveillent l'activité sismique et volcanique de l'île. En accompagnant ces techniciens sur le terrain où ils disposent d'un petit laboratoire en plein cœur du Parc national de Timanfaya, on constate que divers capteurs mesurent la température du sol et sont reliés à des ordinateurs qui effectuent un suivi en temps réel de l'activité volcanique. Ces activités scientifiques existaient bien avant la création du Géoparc, et ne lui sont donc pas spécifiques.

- 51 Du point de vue d'une réflexion sur la géoconservation, on pouvait s'attendre à ce que la controverse sur la nouvelle loi du sol intéresse au premier chef le Géoparc, non seulement parce que la géologie est liée au sol et à ses usages, mais aussi en raison de l'extension du périmètre du Géoparc qui comprend toutes les terres émergées et immergées de l'île. La moindre modification des usages du sol le concerne donc. Or, aucun de ses membres n'était présent lors de la table ronde organisée par la Fondation Manrique à ce sujet, alors que plusieurs membres de la Réserve de biosphère y assistaient. La directrice m'expliquera qu'elle n'avait pas lu le texte de ce projet de loi, ne s'était pas intéressée à la controverse, et qu'elle n'était pas informée de cette table ronde. Ce très faible intérêt pour la controverse sur la loi du sol converge avec la conception du rapport au public en terme de vulgarisation ou de marketing. En effet, c'est une conception de la géologie comme spectacle à valoriser qui prédomine sur les questions politiques et juridiques de l'usage des ressources.

Un déplacement des activités en direction du tourisme

- 52 Pour mieux comprendre le positionnement stratégique du Géoparc, on peut observer l'évolution de la localisation de ses bureaux. En 2016, ils étaient situés au sein du Cabildo, juste à côté de ceux de la Réserve de biosphère : la directrice scientifique du Géoparc était en effet également la directrice du département Environnement du Cabildo, faisant partie d'un service plus vaste dirigé par un « conseiller » (« *consejero del Grupo de Gobierno* »), qui est un politique nommé par le président du Cabildo. En 2017, les activités du Géoparc sont hébergées dans un unique et petit bureau du CACT (Centre d'Art de Culture et de Tourisme) en plein centre-ville, loin du Cabildo dont le bâtiment est situé à l'entrée de la ville. Enfin, en 2018, les nouveaux locaux du Géoparc sont situés dans un autre bâtiment du CACT, dans la même rue. L'équipe occupe maintenant un grand *open space* flambant neuf en mezzanine, situé au-dessus du service du marketing du CACT. Deux nouvelles employées ont rejoint l'institution : ma logeuse, officiellement affectée depuis trois jours au Géoparc, et une comptable du CACT qui se charge notamment du travail sur les dossiers de demandes de subventions auprès de l'Union européenne. Au total, six personnes travaillent dorénavant pour le Géoparc : la directrice, une technicienne, une administrative, une comptable et les deux techniciens de la Maison des volcans.
- 53 La principale raison de ce déménagement est de pouvoir bénéficier des ressources humaines et logistiques ainsi que des réseaux du CACT : cet organisme a en effet une forte expérience de gestion touristique ainsi qu'en matière de communication, et la directrice du Géoparc participe depuis ce déménagement à divers groupes de travail du CACT consacrés au tourisme. Le directeur du CACT, ingénieur polytechnicien de formation et ancien directeur d'une agence de location de voiture, confirmera cette orientation⁶⁰ : son entretien se caractérise par une mise en avant de l'enjeu touristique du Géoparc, et par celui de l'innovation technologique (partenariats avec IBM, développement d'applications touristiques pour smartphone, suivi informatisé des publics avec utilisation d'intelligence artificielle pour anticiper et individualiser les visites, etc.). Ce n'est que lorsqu'il est relancé sur le thème de la géoconservation et de la recherche scientifique qu'il aborde ces aspects, en les rabattant immédiatement sur leur exploitation à des fins de développement ou de communication touristique.

- 54 Le Géoparc de Lanzarote, au cours de ses trois premières années d'existence, passe donc d'une proximité avec la tutelle politique à un environnement de travail où il aura plus de relations avec des professionnels du marketing qu'avec les élus et techniciens du Cabildo. Ses principales ressources pour l'action sont le tourisme, la communication et le marketing. Les activités de géoconservation semblent, à ce stade, assez peu développées. Une différence apparaît ici par comparaison avec les enquêtes précédemment menées en Argentine ou à La Réunion. En effet, dans un parc récemment créé et inscrit comme celui de La Réunion, les enjeux de patrimonialisation et de protection de l'environnement, ou encore celui de la participation étaient assez présents même si le thème du développement économique par le tourisme restait un objectif fondamental. L'enjeu de la mise en valeur économique du territoire par le Géoparc semble extrêmement fort à Lanzarote, tandis que n'affleurent que plus rarement des préoccupations environnementales, et presque jamais le thème de la participation. Comme pour le Parc national de Samaria (Girault et Laslaz, 2015), l'acquisition d'un nouveau label délivré par l'Unesco semble plus correspondre à un objectif de développement touristique qu'à une protection environnementale.
- 55 Pour comprendre pleinement la dynamique patrimoniale, et notamment les phénomènes liés à la surprotection, il convient maintenant d'analyser le fonctionnement des autres institutions liées au patrimoine naturel à Lanzarote, et leurs interactions.

Le Parc national de Timanfaya

- 56 Le directeur du Parc national de Timanfaya, microbiologiste de formation, me reçoit dans son bureau, à Tinajo, un petit village agricole situé à l'extérieur de la limite du parc⁶¹. Ses propos sont marqués par une ligne directrice qu'il présente comme une passion personnelle : la planification. Ce qu'il apprécie le plus dans son travail, c'est de compiler ou de faire produire des données scientifiques de manière à prendre des décisions dont l'enjeu est le développement territorial. Il répète plusieurs fois sa définition d'un parc national : c'est « des gens, un territoire et de l'argent ». Il faut, selon lui, équilibrer ces trois dimensions pour maintenir un niveau de conservation adéquat, améliorer les conditions de vie des habitants, en gérant au mieux les investissements financiers. On reconnaît là le triptyque du développement durable. Les enjeux économiques sont cependant omniprésents dans l'entretien, bien plus que les préoccupations environnementales. Il n'a pas de relations structurelles avec le Géoparc, ni avec la Réserve de biosphère. Il critique souvent cette dernière, car elle ne dispose pas, contrairement au Parc national, d'un instrument juridique contraignant sur le territoire. Elle est décrite comme un lieu de débat politique, trop proche des écologistes. Selon lui, il s'agit surtout d'une étiquette flatteuse, et il oppose son travail de planification basé sur des principes directeurs visant à coordonner des actions et des acteurs au fonctionnement plus inductif de la Réserve de biosphère qui manque selon lui d'un objectif structurant. On comprend que sa vision procédurale s'oppose, de manière cohérente, au pragmatisme d'une institution plus marquée par le militantisme écologiste que par le cadre régalien qui reste celui des parcs nationaux. Cependant, il rejoint les inquiétudes qu'on verra plus loin exprimées par les cadres de la Réserve de biosphère quant au modèle de développement de l'île, qui lui paraît menacée par la croissance touristique incontrôlée, la déprise agricole, et la détérioration des paysages.

S'il n'a pas de collaborations avec le Géoparc, il l'épargne dans ses critiques : en raison de sa mise en place récente, mais sans doute aussi parce qu'il a longtemps travaillé avec son actuelle directrice quand il dirigeait le département Environnement du Cabildo. Il critique cependant la multiplication des dispositifs de protection environnementale sur le territoire de l'île. S'il considère cette superposition comme absurde, il explique que c'est de toute manière la loi nationale qui prime, et d'un point de vue juridique aussi bien que symbolique, le Parc national lui paraît le dispositif principal de protection.

- 57 Ce cadre régalien est cependant menacé dans la mesure où, selon lui, il manque de gardes pour surveiller le territoire⁶². Deux autres éléments permettent de nuancer cette conception régaliennne du Parc national. Tout d'abord, le directeur du parc décrit la dynamique participative qu'il a mise en place au début des années 2000 et qui lui paraît importante et utile, mais qu'il considère comme un instrument de planification. Elle fut organisée lors de la rédaction du plan de gestion du parc entre divers acteurs du secteur rural et entrepreneurial. Les groupes écologistes ne sont cependant pas mentionnés. Enfin, ce qui nuance également le caractère régalien des parcs nationaux en Espagne, c'est le fait que leur gestion a été transférée aux communautés autonomes et qu'elle n'incombe plus à l'État⁶³. Au sein de la communauté autonome des Canaries, c'est même le Cabildo qui en assure la gestion. On est donc loin du statut des parcs nationaux français. Cependant, on discerne les mêmes zones de tension et de contradiction qu'en France entre un centralisme étatique et une délégation de plus en plus poussée aux collectivités territoriales (Babou, 2015 ; Alban et Hubert, 2013).

La Réserve de biosphère

- 58 « Je suis un écologiste infiltré au sein du Cabildo » : c'est ainsi que se dépeint l'un des cadres de la Réserve de biosphère de Lanzarote, directeur de l'observatoire de cette institution⁶⁴. Au plan administratif, cette structure patrimoniale est constituée par un Conseil d'administration, un président et un directeur. Elle dispose également d'un cabinet scientifique, et enfin d'un observatoire. Concrètement, la Réserve de biosphère est animée par un couple d'anciens militants écologistes, membres d'un groupe écologiste de Lanzarote à la fin des années 1980 : ce sont eux qui gèrent et planifient le travail quotidien en son sein, assurent la coordination scientifique, la publication des rapports d'expertise, ainsi que les réunions. La gestionnaire du Conseil est biologiste et agronome de formation, et c'est son compagnon, un écologue, qui dirige l'observatoire.
- 59 La Réserve fut créée en 1993, à l'initiative de César Manrique, à l'époque où il faisait partie du comité *Man and Biosphere*. Son territoire s'étend à toute l'île, et ses actions s'inscrivent dans un double cadre, juridique et patrimonial. Au plan juridique, l'instrument clé est le « PIOT » de 1991 (Plan Insular de Ordenación del Territorio : Plan insulaire d'aménagement du territoire), qui définit notamment les règles en matière d'urbanisme. Au plan patrimonial, le cadre est celui du réseau canarien des espaces naturels protégés (défini par une loi du parlement canarien en 1994), ainsi que le réseau Natura 2000, qui est une directive européenne de 1992. Enfin, on peut ajouter à cet ensemble une réserve marine créée en 1995.
- 60 L'absence de collaboration entre la Réserve de biosphère et les autres structures patrimoniales de l'île ressort clairement des entretiens. Ensuite, le constat est que la Réserve de biosphère fonctionne comme un outil d'animation du territoire, de promotion du débat public, et de production de rapports techniques et scientifiques

destinés à éclairer la décision politique. Ce qui apparaît également, c'est la tension dans laquelle se situent les deux cadres gestionnaires, entre leurs ambitions écologistes militantes et l'inscription de la Réserve dans le cadre d'un Cabildo où, visiblement, la question environnementale n'est plus à l'agenda des préoccupations. Faute d'autonomie vis-à-vis de la sphère politique locale, les deux écologistes en vinrent au fil des entretiens et de l'installation d'une relative confiance entre nous, à afficher un discours parfois désespéré, notamment quant à leur capacité à orienter les décisions politiques en faveur d'une prise en compte de l'environnement de l'île et de sa fragilité. Lanzarote souffre en effet d'un manque d'eau (il ne pleut presque jamais), d'une très faible autonomie agricole (l'agriculture a quasiment disparu au profit du tourisme), d'une extrême dépendance aux importations et à l'industrie touristique (en 2017 et 2018, l'île a accueilli plus de 3 millions de touristes⁶⁵ par an pour environ 149 000 habitants permanents), et d'un modèle de développement perçu comme catastrophique par les deux écologues.

- 61 Un autre sujet de critique émerge des entretiens, celui de la faible qualité du fonctionnement démocratique. Les deux écologues de la réserve de biosphère dénoncent également le contraste entre la croissance du tourisme et la qualité de vie. Ils critiquent aussi l'absence de volonté politique de contrôler l'offre de logement touristique, notamment avec le vote de la nouvelle « Loi du sol » qui dépossède le Cabildo de ses prérogatives en matière de planification urbaine, au profit des municipalités et d'une gestion par projets.
- 62 La nouvelle Loi du sol, qui remanie le plan insulaire de 1991 dans la perspective d'une délégation aux mairies de décisions autrefois planifiées de manière centralisée par les Cabildos, a conduit à la création d'une plateforme de contestation dans l'archipel de Canaries. Cette plateforme, composée d'écologistes, d'universitaires, de juristes et de syndicalistes, a été lancée à Lanzarote par la Fondation César Manrique, et j'ai pu assister à la première table ronde publique à l'invitation tant des écologues de la Réserve de biosphère qu'à celle de la Fondation⁶⁶. J'ai également assisté en juin 2018 à une réunion du Conseil de la Réserve de biosphère, où siègent les élus, le président du Cabildo, des associations et des représentants d'entreprises, et dont le thème était la révision du Plan d'aménagement de l'île. La Loi du sol y était également au centre des préoccupations, ainsi que l'enjeu de la réglementation de la croissance touristique et de l'urbanisation. Au-delà des arguments avancés dans le cadre de cette controverse publique au sujet de la Loi du sol, ce qui importe ici c'est de comprendre que ce ne sont pas tant les dispositifs patrimoniaux qui protègent le territoire, que leurs soubassements juridiques, et en particulier le Plan insulaire de 1991 impulsé entre autres par Manrique. La remise en cause de ce plan insulaire, qui a été présentée par le gouvernement canarien comme une nécessité de simplification de textes décrits comme obsolètes, a conduit à une mobilisation écologiste dans l'ensemble de l'archipel, mais cette mobilisation n'a pas réussi à empêcher le vote de cette nouvelle Loi du sol, perçue comme une menace par les écologues. Face à cette menace, la Réserve de biosphère ne semble avoir aucun poids, en particulier dans un contexte où l'industrie du tourisme s'appuie maintenant sur des plateformes numériques qui dépossèdent aussi bien les écologues que les autorités territoriales de leur capacité antérieure à planifier et contrôler statistiquement l'offre touristique à partir de la régulation du nombre de chambres disponibles. Or, selon les écologues, il est évident que la croissance touristique dans un milieu insulaire désertique ne peut qu'avoir des conséquences catastrophiques sur le milieu, en raison de l'augmentation de la demande

énergétique, de celle de la consommation en hydrocarbures ou en eau, et de l'urbanisation illégale.

- 63 En dépit du volontarisme de ses gestionnaires, la réserve de biosphère ressemble donc à une « figura de papel »⁶⁷, une figure de papier, alors qu'elle fête en 2018 ses 25 ans d'existence. Une fête dont la presse profite pour pointer les contradictions entre les promesses de l'inscription Unesco et les réalisations tant sociales qu'environnementales. Un dossier spécial du *Diario de Lanzarote*⁶⁸ titre ainsi, en mai 2018 : « 25 ans comme réserve de biosphère. Le laboratoire ne trouve pas la formule », et poursuit par : « En un quart de siècle, la population a doublé, et les autres indicateurs ont triplé : le nombre de touristes, l'énergie électrique, la production d'eau ou le nombre de véhicules » (traduction de l'auteur). Suit une série de constats d'échec, partagés par les écologues de la Réserve quand j'interroge l'un d'entre eux sur ce dossier. Il reste cependant remarquable que dans ce contexte, les écologues tentent tout de même de préserver l'héritage de Manrique et de transmettre une certaine idée, politiquement engagée et critique, de l'action en matière d'environnement. C'est très net dans leurs propos ainsi que dans leurs productions éditoriales.

Médiateurs de l'environnement et éco-gardes : des agents de terrain fragilisés

- 64 Une frontière traverse l'ensemble des entretiens et sépare les cadres administratifs des personnels de terrain, plus directement en contact avec la population locale. Parmi ces derniers, on trouve les médiatrices du département d'Éducation à l'environnement du Cabildo, ainsi que les éco-gardes du département Environnement. Un regard sur leurs pratiques est important dans la mesure où la protection et la valorisation de l'environnement dépendent d'un ensemble de médiations entre les institutions patrimoniales et la population (éducation à l'environnement, valorisation touristique, surveillance du territoire, etc.), médiation opérée concrètement par les personnels de terrain.
- 65 Plusieurs entretiens avec des médiatrices ont été réalisés⁶⁹, et on les a également suivies sur le terrain dans certaines de leurs activités. L'une d'entre elles est biologiste de formation, l'autre éducatrice à l'environnement. Elles s'occupent chaque année de plus de 5000 élèves, et disposent d'une équipe et d'une structure adaptée à l'accueil des scolaires dans le nord de l'île, où elles hébergent parfois des équipes de scientifiques à la recherche d'une logistique. Elles organisent toute l'année des sentiers d'interprétation sur des thèmes allant de la biodiversité à la géologie en passant par l'agriculture ou la culture.
- 66 Elles font le constat d'une forte dispersion des énergies et des budgets dans la mesure où elles n'ont jamais été contactées par le Géoparc pour un travail en commun. Aucune collaboration ne leur est d'ailleurs proposée par les autres structures patrimoniales de Lanzarote, en raison de ce qu'elles identifient comme des problèmes « d'ego » et d'un cloisonnement des activités du Cabildo : selon elles, chaque structure cherche avant tout à protéger son périmètre d'action. Leur position assez basse dans la hiérarchie des fonctionnaires ne leur donne cependant pas la possibilité de revendiquer un usage plus cohérent des ressources budgétaires. Leur connaissance de la sociologie de l'île, très fine même si elle est intuitive et empirique, s'appuie sur leur fréquentation importante

et régulière des publics scolaires, de leurs familles, ainsi que des agriculteurs avec qui elles entretiennent des relations de proximité. Cela ferait d'elles des ressources formidables pour toutes les structures patrimoniales de l'île. Au lieu de cela, elles sont tenues à l'écart des actions, projets et décisions, ce qui les conduit à un discours désenchanté.

- 67 Quant aux gardes de l'environnement de l'île, leur situation paraît encore plus délicate. Au début de l'enquête, ils ne sont plus que trois en service pour contrôler l'ensemble du territoire de l'île. Les entretiens font remonter un fort malaise, avec parfois l'expression palpable d'une souffrance, et ce sera d'ailleurs les seules fois où des personnels du Cabildo refuseront l'enregistrement de leur parole, même après plusieurs rencontres, et demanderont de ne pas citer certains de leurs propos⁷⁰. Les gardes critiquent les structures patrimoniales dont les financements servent, selon eux, à éditer des brochures ou à réaliser des conférences, ou encore à inviter des scientifiques, plus qu'à protéger efficacement le territoire. La plupart des gestionnaires des structures patrimoniales de l'île sont d'ailleurs conscients de ce problème. Les gardes insistent sur le manque de personnel qui les empêche d'effectuer correctement leurs missions, qui ralentit ou empêche le traitement des procès-verbaux et la prise en compte de leurs rapports. En juin 2018, la presse titrait d'ailleurs sur le « démantèlement » du service des gardes de Lanzarote, et indiquait qu'il ne restait plus qu'un seul agent de l'environnement en service à Lanzarote⁷¹, alors que leur nombre dans les autres îles de l'archipel des Canaries est nettement plus important.
- 68 Qu'il s'agisse du département d'éducation à l'environnement ou des gardes, on observe donc une déprise des institutions et des gestionnaires des organismes du patrimoine naturel vis-à-vis du territoire et de la population, qui prive ces structures des moyens d'appliquer correctement les politiques publiques de la nature, de même qu'elle les prive de remontées d'informations qui pourraient pourtant leur être utiles.

Les aires naturelles protégées de Lanzarote : protection du patrimoine ou tigres de papier ?

- 69 À la suite de cette présentation des différentes institutions patrimoniales, nous pouvons maintenant interpréter de manière synthétique les évolutions contemporaines de ce secteur.
- 70 Suite à l'action de Manrique et du Cabildo dans la période des années 1970, et à la prise de conscience collective de la fragilité des ressources naturelles de Lanzarote face à l'industrie touristique, un mouvement écologiste structuré par des militants formés à l'université s'est développé et a suscité un débat public et une mise sur agenda des problèmes environnementaux de l'île, puis la création des premières aires naturelles protégées. Une partie de ces militants a alors essaimé dans les institutions politiques ou universitaires locales, et a produit une importante littérature technique destinée à éclairer la décision publique. Les années 1990 ont vu la prise en compte concrète de l'environnement dans les politiques de la nature, avec l'instauration d'un plan de gestion intégré du territoire destiné à réguler l'industrie du tourisme. À partir des années 2000, qui furent des années d'instabilité politiques en raison de nombreux procès en corruption, et avec l'installation de gouvernements plus sensibles au développement économique qu'à l'écologie, les idées des écologues militants sont bien moins soutenues politiquement. Le Géoparc naît en 2015 dans un contexte de

dérégulation libérale. Il a été porté par un *policy entrepreneur* et s'inscrit dans une perspective de marketing territorial plus que de protection de l'environnement. La société civile et plus généralement les habitants, peu mobilisés en dehors d'enjeux très visibles comme les forages pétroliers, participent peu au débat public dans la mesure où quand celui-ci est organisé par la Réserve de biosphère ou par la Fondation César Manrique, il semble intéresser surtout les élites urbaines universitaires et intellectuelles, les milieux populaires étant peu présents. Par ailleurs, la société civile n'a pas été sollicitée lors de la création du Géoparc qui pense avant tout le public dans une perspective « top-down » de vulgarisation. Dans ce contexte, une controverse émerge en 2017 autour du vote de la nouvelle Loi du sol, qui vise à déréguler les dispositifs patrimoniaux de protection de manière à développer l'urbanisme et le tourisme. Mais les contre-pouvoirs paraissent faibles : ils se limitent à l'héritage de Manrique encore porté par sa Fondation (qui est la seule à agir au plan juridique contre les détournements de normes environnementales) et à quelques ONG internationales qui publient des rapports dénonçant régulièrement la corruption qui se concentre sur le secteur environnemental. À cette faiblesse des contre-pouvoirs, s'ajoutent l'absence quasi totale de synergie entre les structures patrimoniales en charge de la protection de l'environnement, l'inefficacité des dispositifs de surveillance ainsi que la fragilisation des personnels de terrain qui ne sont pas soutenus dans leur travail. L'économie dite « collaborative » qui structure maintenant l'industrie du tourisme avec des plateformes décentralisées de réservation renforce la difficulté des institutions à réguler les usages du territoire.

- 71 En contexte de dérégulation croissante, de marketing territorial orientant les valeurs et les discours, d'absence de participation des habitants à la prise de décision et à la gestion concertée des milieux, et d'érosion de l'héritage militant de Manrique et des groupes écologistes des années 1970, les aires naturelles protégées de Lanzarote ont peu de possibilités de favoriser une protection efficace du territoire ou de construire des alliances entre elles et la société civile. Elles ressemblent donc davantage à des tigres de papier qu'à des dispositifs de protection de l'environnement. On peut distinguer deux niveaux de pertinence pour cette métaphore.
- 72 Tout d'abord, comme le relève l'enquête, l'emprise territoriale des aires naturelles protégées de Lanzarote dépend avant tout d'un plan d'aménagement du territoire, lui-même dépendant de la Loi du sol. Privé de ce substrat juridique, le milieu naturel de l'île ne semble guère protégé par les « figures de papier » du patrimoine naturel.
- 73 Enfin, les aires naturelles protégées de l'île sont également des tigres de papier dans un sens plus littéral : elles produisent une quantité impressionnante de rapports techniques et scientifiques. Tous les organismes patrimoniaux de Lanzarote ainsi que la Fondation César Manrique, alimentent le débat public de leurs argumentaires, leur production éditoriale étant facilement disponible soit sur le site Internet du Cabildo, soit sur leurs sites institutionnels. Ces masses de documents ne semblent guère orienter le débat public dans le sens d'une meilleure prise en compte de la fragilité des milieux, on l'a vu. Tout se passe comme si c'était dans la sphère de l'argumentation et du discours que se situaient les rares prises de ces institutions patrimoniales, tandis que l'action concrète sur le territoire semble leur échapper.

Conclusion

- 74 Le cas de Lanzarote montre que les superpositions de dispositifs patrimoniaux nationaux et de conventions internationales ne peuvent protéger un territoire à elles seules. Les cadres réglementaires des lois nationales et surtout leur application volontariste par une gouvernance démocratique respectueuse du droit peuvent y contribuer. Mais sans doute aussi une implication plus active des habitants ou des associations dans la prise de décision et dans la conception des aires naturelles protégées. La « surprotection » et ses « labels », au Parc national de Samaria comme à Lanzarote, revient à attirer l'attention touristique sur des sites qu'on prétend protéger de la sur-fréquentation, et correspond à une extension spatiale dans le cadre de laquelle « les déficiences qualitatives de la protection sont masquées par une fuite en avant quantitative » (Girault et Laslaz, 2015, p. 52). Dans ce cas, rien ne sert de critiquer les abus de la « machine patrimoniale », en dénonçant les « mises sous cloche » du territoire, puisque la surprotection, quand on l'observe de près, ne produit pas cela, du moins pour le patrimoine naturel.
- 75 Il semble également important de souligner les ambiguïtés qui construisent le rapport au territoire des institutions du patrimoine naturel dans un contexte où leur valorisation repose sur des critères internationaux de comparaisons aussi médiatisés que les « labels » attribués par l'Unesco. Ce lexique du « label » qu'on trouve aussi bien dans le discours des acteurs et des experts que dans des publications scientifiques repose sur une interprétation du rôle de l'Unesco comme attribuant un signe distinctif dans un champ de concurrence internationale. Or, le rôle de l'Unesco, surtout dans le contexte du patrimoine mondial, n'est pas de *labelliser*, mais *d'inscrire* des sites sur une *liste*. Liste qui une fois validée par des experts et des votes au sein d'arènes internationales, s'ajoutera à celle des autres « biens » relevant de l'application nationale de conventions signées entre États. Le signe distinctif attribué lors des inscriptions engage en principe l'État signataire, dont l'Unesco n'assure que le secrétariat exécutif, à respecter les principes de la convention et les directives opérationnelles⁷² qui balisent au fil du temps son application concrète sur des territoires et dans les cadres juridiques nationaux.
- 76 Il y a un jeu de dupes qui devient évident quand on mène des enquêtes de terrain sur ces phénomènes, puisqu'on est régulièrement confronté, de la part des gestionnaires d'aires naturelles protégées, à des discours mi cyniques mi pragmatiques, parfois juste désabusés, avouant que ce qui compte fondamentalement, c'est de pouvoir imprimer le logo de l'Unesco sur les plaquettes et affiches⁷³. Comme les hôpitaux, les universités, les aéroports ou les plages de surf, les aires naturelles protégées doivent compter avec la pratique médiatique du « ranking », du classement international en fonction de critères de performance supposés homogènes. Elles alimentent elles-mêmes ce fonctionnement médiatique en multipliant les demandes d'attributions de « labels » ou de « diplômes » par l'Unesco ou par d'autres organismes, qui sont autant de moyens d'attirer l'attention des médias et des éditeurs de guides de tourisme⁷⁴. Le marketing territorial assure alors la « valorisation » du label qui se mesure bien souvent par des hausses de fréquentation touristique des sites, mais aussi en constituant des dossiers de presse attestant des « reprises », par les médias, du discours des chargés de communication des aires naturelles protégées⁷⁵. De ce point de vue, la surprotection patrimoniale fonctionne à Lanzarote comme pour le Parc national de Samaria, où le cumul de labels relevait d'une

perspective de communication plus que d'écologie, une manière d'aligner des étoiles à côté d'un nom (Girault et Laslaz, 2015, p. 53). Cela indique comment les aires naturelles protégées s'inscrivent dans la globalisation et contribuent à la construction d'un champ de concurrence économique et de légitimité sous-tendu par des critères de performance : cela passe par des médiations discursives dont l'une des plus marquantes est la traduction du principe de « l'inscription »⁷⁶ dans les termes de la « labellisation » et du « label », lexique qui sert d'objet frontière (Star et Griesemer, 1989) dans les relations entre l'industrie du tourisme, celle des médias, les tutelles politiques et les aires naturelles protégées. Il suffit que l'objet frontière soit suffisamment flou et ambigu pour que chacun y trouve son compte.

- 77 Quant aux superpositions patrimoniales, elles ne contribuent pas forcément à une redondance des fonctions comme dans le cas du Parc national de Samaria, puisqu'elles peuvent aussi bien mener à des positionnements divergents comme à Lanzarote, où l'ensemble du champ du patrimoine naturel voit les pièces de son puzzle fonctionnel et territorial se juxter sans se recouvrir : idéal planificateur pour le Parc national, subsistance d'une ancienne dynamique militante aujourd'hui érodée pour la Réserve de biosphère, et marketing triomphant pour la géologie spectacle du Géoparc. Une complémentarité est apportée à l'ensemble du système patrimonial de Lanzarote par l'action de la Fondation César Manrique qui assume finalement un rôle régalien par ses actions en justice contre les institutions politiques ou les entreprises. On a affaire à une distribution des rôles, à une fragmentation des finalités des institutions selon des inflexions introduites par leurs dynamiques internes, ou construites au fil du temps, suivant les interactions ou les ressources mobilisées. Cette pluralité est-elle le signe d'un espace public patrimonial sous-tendu par des tensions d'ordre politique ? L'intense production d'argumentaires et de publicité, observée d'un point de vue habermassien, pourrait le laisser penser. Mais c'est surtout entre les institutions du patrimoine naturel et leurs contre-pouvoirs que la relation, parfois conflictuelle, devient réellement politique.

Remerciements

- 78 Ce projet a été financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention Marie Skłodowska-Curie n° 644015. Quelques-uns des entretiens ont été réalisés en collaboration avec Catalina Gonzalez dans le cadre de la préparation de sa thèse de doctorat sur les géoparcs espagnols, lors d'une période de terrain réalisée en commun à Lanzarote et à El Hierro. Je la remercie ici pour son aide lors des premières prises de contact, et pour la transcription des entretiens réalisés en commun. Je remercie également les collègues du laboratoire LCF de l'université de La Réunion, qui m'ont permis d'aménager mon temps de travail de manière à effectuer un mois complet de terrain la première année. Merci enfin aux collègues du programme Geopark du MNHN ainsi qu'à ceux de l'université Paris Diderot (laboratoire Cerilac).

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta Rodriguez, J. E., 1990, El modelo de desarrollo economico del municipio de Tías en Lanzarote. Entre la agricultura y el turismo. Tías : Departamento de cultura.
- Aguilera Klink, F. (ed.), 2006, Calidad de la democracia y protección ambiental en Canarias. Teguiise, Lanzarote : Ed. Torcusa/Fundación Cesar Manrique.
- Aguilera Klink, F., 2007, Deterioro ambiental y deterioro de la democracia : el caso canario, Papeles de relaciones ecosociales y cambio global, n° 99, pp. 91-100.
- Alban, N. et G. Hubert, 2013, Le modèle des parcs nationaux à l'épreuve du territoire », Vertigo — la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 13 Numéro 2 | septembre 2013, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/14081>; DOI : 10.4000/vertigo.14081
- Arcaraz, J., 2016, La construcción del paisaje. Plan Parcial de Urbanización de Lanzarote. 1963, Journal of interdisciplinary studies in architecture and urbanism, n° 7.
- Babou, I., 2009, Disposer de la nature. Enjeux environnementaux en Patagonie argentine, Paris, L'Harmattan.
- Babou, I., 2019, Le patrimoine naturel, la démocratie participative et l'Unesco une fabrique des désillusions ?, dans : Girault (dir.), Les géoparcs mondiaux UNESCO : une mise en tension entre développement des territoires et mise en valeur du patrimoine, London, ISTE Ltd.
- Babou, I., 2018, L'atelier politique de la nature. Des Grands Partages à l'expérience sensible, Questions de communication, n° 32, dossier « Environnement, savoirs, société », [En ligne] URL : <https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2017-2-page-7.htm>
- Babou, I., 2016, Randonner avec un vidéoprojecteur. La démocratie participative à l'épreuve dans le parc national de La Réunion, Communication, 34/1, [En ligne] URL : <https://communication.revues.org/6706>
- Babou, I., 2015, Patrimonialisation et politiques de la nature : le parc national de La Réunion, Vertigo — la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 15 Numéro 1 | mai 2015, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/16038>; DOI : 10.4000/vertigo.16038
- Barats, C., J. Bouchard, et A. Haakenstaad (dir.), 2018, Faire et dire l'évaluation. L'enseignement supérieur et la recherche conquis par la performance, Paris, Presse des Mines.
- Barthes, A. et O. Tebaa, (à paraître), Quelles adaptations locales entre antériorité de l'éducation relative à l'environnement et injonctions de l'éducation au développement durable ? Cas des dispositifs éco-orientés — Aires protégées Unesco-géoparcs, Education Relative à l'Environnement : Regards — Recherches — Réflexions, volume 15, Montréal.
- Béland, D. et M. Howlett, 2016, The Role and Impact of the Multiple-Streams Approach in Comparative Policy Analysis, Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice, 18:3, pp. 221-227.
- Bouchard, C., L. Marrou, S. Plante, R. Payet et E. Duchemin, 2010, Les petits États et territoires insulaires face aux changements climatiques : vulnérabilité, adaptation et développement », Vertigo — la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 10 Numéro 3 | décembre 2010, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/10634> ; DOI : 10.4000/vertigo.10634

- Brito Díaz, J.-M., 2015, La articulación del Movimiento Ecologista Canario (1989-1991) : antecedentes, evolución y origen de la Federación Ecologista Canaria Ben Magec, Anuario de Estudios Atlánticos, núm. 61, enero-diciembre, pp. 1-19.
- Carracedo, J. C., E. R. Badiola et V. Soler, 1992, The 1730-1736 eruption of Lanzarote, Canary Islands: a long, high magnitude basaltic fissure eruption, *Journal of Volcanology and Geothermal Research* 53, pp. 1 - 4
- Castro Borrego, F., 2009, César Manrique. La Palmas, Consejería de Educación, Universidades, Cultura y Deporte, Gobierno de Canarias.
- Comité Científico de La Reserva de La Biosfera Lanzarote, 2016, Informe del Gabinete Científico de La Reserva de la Biosfera sobre la Ley del Suelo de Canarias (2016), Arrecife, Cabildo de Lanzarote.
- Davallon, J., 2006, Le Don du patrimoine. Une approche communicationnelle de la patrimonialisation, Paris, Éditions Lavoisier.
- De León, J., 2008, Lanzarote bajo el volcán, Cabildo de Lanzarote.
- De León, J., 2000, "Territorio, recursos y patrimonio edificados destruidos por los volcanes del siglo XVIII en la isla de Lanzarote", XIII Coloquio de Historia Canario-Americana, Cabildo de Gran Canaria.
- Diaz Hernandez, R., 2008, Turismo intervención pública en Canarias : transición del modelo cuantitativo al cualitativo, *Études caribéennes* [En ligne], pp. 9-10, URL : <http://journals.openedition.org.rproxy.sc.univ-paris-diderot.fr/etudescaribeennes/1232>
- Dodier N., 1993, Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique, *Réseaux*, vol. 11, n° 62, pp. 63-85.
- Dominguez Mujica, J., 2008, El modelo turístico de canarias, *Études caribéennes* [En ligne], pp. 9-10, URL : <http://journals.openedition.org.rproxy.sc.univ-paris-diderot.fr/etudescaribeennes/1082>
- Eklund, J. et Cabeza, M., 2016, Quality of governance and effectiveness of protected areas: crucial concepts for conservation planning, *Annals of the new york academy of sciences*, Issue: The Year in Ecology and Conservation Biology.
- El-Wakil, Leïla., 2012, Architecture troglodyte : théories, réalités et sauvegarde. In: First Conference on Troglodytic Architecture, Kerman (Iran), 1-3 mai 2012.
- Esteban, V. et A. M. López Sala, , 2007, Breaking down the Far Southern Border of Europe: Immigration and Politics in the Canary Islands, *Migraciones internacionales*, vol. 4, núm. 1.
- Galindo, I., C. Romero, N. Sánchez, J. Vegas, C. Guillén et E. Mateos, 2015, Sol, playa y mucha geología. Lanzarote y archipiélago Chinijo declarados Geoparque, *Tierra & Tecnología*, n° 46, pp. 42-48.
- Girault, Y. (dir.), 2019, Les géoparcs mondiaux UNESCO : une mise en tension entre développement des territoires et mise en valeur du patrimoine, London, ISTE Ltd
- Girault, C. et L. Laslaz, 2015, Le Parc national de Samaria (Montagnes Blanches, Crète), Méditerranée [en ligne], *Economy, Innovation, Tourism*, URL : <http://journals.openedition.org/mediterranee/7275>
- González Morales, A., 2008, Ponencia marco : La cultura del agua en la isla de Lanzarote (s. XVI-XX), XII jornadas de estudios sobre lanzarote y fuerteventuravol. 2 - tomo III, Arrecife, Cabildo de Lanzarote, pp. 13-48.

- Gonzalez-Tejada, C., Y. Du, M. Read et Y. Girault, 2017, From nature conservation to geotourism development: examining ambivalent attitudes towards Unesco directives with the Global Geopark Network, *International Journal of Geoheritage*, Darswin Publishing House, 5 (2), pp. 1-20.
- Guerra Talavera, R. et T. Perez Garcia, 2008, Canarias : entre el desarrollo turístico y la protección al medio, *Études caribéennes* [En ligne], pp. 9-10, URL : <http://journals.openedition.org.rproxy.sc.univ-paris-diderot.fr/etudescaribeennes/1302>
- Hernández Torres, S., C. Ginés de la Nuez, et C. Sánchez Suárez, 2006, Territorio, recursos turísticos y capacidad de carga. Una interpretación teórica del caso de la isla de Lanzarote, *Veguete* n° 9, pp. 193-218.
- Howlett, M., A. McConnell et A. Perl, 2015, Streams and stages: Reconciling Kingdon and policy process theory, *European Journal of Political Research*, 54(3), pp. 419-434.
- Izquierdo Expósito, V., 2001, "César Manrique y la defensa del medio ambiente", en *Actas de las IX Jornadas de Estudios sobre Fuerteventura y Lanzarote*, Tomo II, Servicio de publicaciones del Cabildo Insular de Fuerteventura, Puerto del Rosario, pp. 93-105.
- Jeudy, H-P., 2008, *La machine patrimoniale*. Paris: Circé.
- Jiménez, F, M. Villoria et M. García-Quesada, 2012, Corruption in Paradise: the puzzling case of Lanzarote (Canary Islands, Spain), Paper presented to XXII IPSA World Congress of Political Science - RC 20 Political Finance and Political Corruption.
- Jiménez, F., M. Villoria et M. García-Quesada, 2014, Can't control/won't control: opportunities and deterrents for local urban corruption in Lanzarote, *Crime Law and Social Change*, Volume 62, Issue 4.
- Kingdon, J.W., 1984, *Agendas, alternatives and public policies*. Boston, MA : Little, Brown.
- Laslaz, L., 2005, *Les zones centrales des Parcs Nationaux alpins français (Vanoise, Ecrins, Mercantour) : des conflits au consensus social ? Contribution critique à l'analyse des processus territoriaux d'admission des espaces protégés et des rapports entre sociétés et politiques d'aménagement en milieux montagnards*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Savoie, 644 p.
- Lecoq, A-M. et J-M. Leniaud, 1999, De l'abus monumental à propos des Entretiens du patrimoine. Propos recueillis par Catherine Bertho-Lavenir et Michel Melot, *Cahiers de médiologie* n° 7, La confusion des monuments (M. Melot, dir.), pp. 103-114.
- Manrique, C. 1974, *Lanzarote. Arquitectura inédita*. Arrecife : Cabildo de Lanzarote.
- Manrique, C. 2005, *La palabra encendida*. Selección de textos e introducción de Fernando Gómez Aguilera. León : universidad de León.
- Martín Hormiga, A. F. et M. y Alberto Perdomo, 1995, *José Ramírez y César Manrique. El Cabildo y Lanzarote. Una isla como tema*. Arrecife, Servicio de Publicaciones del Cabildo de Lanzarote.
- Martinez Puebla, E., J. Prieto Ruiz et A. Centellas Bodas, 1997, *Guía de visita del Parque Nacional de Timanfaya*, Arrecife : Ministerio de medio ambiente/Organismo Autónomo Parques Nacionales.
- Parreno Castellano, J. M., 2008, Turismo sostenible y diversificación de la oferta en las islas Canarias (España), *Études caribéennes* [En ligne], pp. 9-10, URL : <http://journals.openedition.org.rproxy.sc.univ-paris-diderot.fr/etudescaribeennes/1343>

- Perdomo, M. A., 1990, La marca Lanzarote : una estrategia de desarrollo turístico, Cabildo de Lanzarote [En ligne], URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=26&idItem=1516>
- Quintana Andrés, P. C., 2005, Las catástrofes volcánicas y la transformación del paisaje agrario en canarias durante la edad moderna : Lanzarote 1730-1750, *Revista de historia moderna*, n° 23, pp. 233-260.
- Quintane, A., 2012, Jeux d'acteurs et enchevêtrement des vecteurs d'action : sociologie qualitative et approche interdisciplinaire du processus de patrimonialisation de l'usine de Paulilles devenue « site classé ». Thèse présentée à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph.D.) en sciences humaines appliquées. Montréal : Université de Montréal.
- Rautenberg, M., 2004, La patrimonialisation, entre appropriation sociale et désignation institutionnelle, dans : Debarbieux B. et M.-C. Fourny (dir.), *L'Effet géographique. Construction sociale, appropriation cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*, Grenoble, Éditions CNRS-MSH, pp. 71-87.
- Simancas Cruz, M. R., 2007, *Las áreas protegidas de Canarias. Cincuenta años de protección ambiental del territorio en espacios insulares*, Santa Cruz de Tenerife : Ediciones IDEA.
- Sobral García, S., A. González Morales, et J. A. Hernández Luis, 2008, Análisis evolutivo territorial de la isla de Lanzarote como ejemplo de un espacio reserva de la biosfera, *Vegueta* n° 10, pp. 107-120.
- Sosa Espinosa, A., 2013, *Turismo, planificación y bienestar en Lazarote*. Tesis doctoral en urbanismo, València : Editorial Universitat Politècnica de València.
- Soubeyran, O., 2015, *Pensée aménagiste et improvisation. L'improvisation en jazz et l'écologisation de la pensée aménagiste*, Paris : Éditions des Archives Contemporaines.
- Star, S. L. et J. R. Griesemer, 1989, Institutional ecology, "translations" and boundary objects: Amateurs and professionals in Berkeley's Museum of vertebrate zoology, 1907-39, *Social Studies of Science*, 19(3), pp. 387-420.
- Williams, A. et Le Billon, Ph. (dir.), 2017, *Corruption, Natural Resources and Development: From Resource Curse to Political Ecology*, Northampton, Edward Elgar Publishing.
- Zittoun, Ph., 2013, *La fabrique politique des politiques publiques : une approche pragmatique de l'action publique*. Presses de Science Po.

NOTES

1. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) les définit ainsi : « Les aires naturelles protégées sont les fondations de la conservation de la biodiversité. Elles protègent la nature et les ressources culturelles, améliorent le cadre de vie et conduisent au développement soutenable. » Traduction en français par l'auteur. ([En ligne] URL : <https://www.iucn.org/theme/protected-areas> : « Protected and conserved areas are the foundation of biodiversity conservation. They safeguard nature and cultural resources, improve livelihoods and drive sustainable development »). L'UICN indiquait en 2016 que « Près de 15 % des terres de notre planète et 10 % de ses eaux territoriales sont couvertes par des parcs nationaux et autres aires protégées; la couverture des aires marines protégées a augmenté de presque 300 % au cours des dix dernières années ». [En ligne] URL : <https://www.iucn.org/fr/news/secretariat/201609/le->

monde-prot%C3%A8ge-d%C3%A9sormais-15-de-ses-terres-mais-des-zones-cruciales-pour-la-biodiversit%C3%A9-restent-oublis%C3%A9es. En France, en 2018, près de 26 % du territoire terrestre et près de 50 % de la surface marine sont sous un régime de protection ([en ligne] URL : <https://www.protectedplanet.net/country/FRA>). Dans un pays comme la Bolivie, caractérisée par une forte biodiversité, c'est un peu plus de 30 % du territoire qui est protégé ([en ligne] URL : <https://www.protectedplanet.net/country/BOL>).

2. Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES).

3. [En ligne] URL : <https://www.iucn.org/theme/protected-areas/publications/best-practice-guidelines>

4. [En ligne] URL : <https://whc.unesco.org/en/managing-natural-world-heritage/>

5. [En ligne] URL : <https://www.ipbes.net/community-practice>

6. [En ligne] URL : <http://ct88.espaces-naturels.fr/>

7. [En ligne] URL : <https://www.cbd.int/protected-old/PAME.shtml>

8. [En ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/> . Voir aussi [en ligne] URL : <http://globalgeoparksnetwork.org/>

9. [En ligne] URL : http://www.itccanarias.org/web/prensa/noticias/np_congreso_mundial_islas_inteligentes.jsp?lang=es . Voir aussi, pour un exemple français de cette rhétorique de l'île laboratoire [en ligne] URL : http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DEFAULT/doc/IFD/IFD_REFDOC_0509867/la-reunion-un-laboratoire-pour-le-developpement-durable

10. On peut s'en rendre compte à partir des objectifs posés par les Nations Unies dans le cadre de leur Agenda 2030 pour le développement durable, [en ligne] URL: <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>

11. Voir par exemple El Wakil, 2012; Lecoq et Leniaud, 1999; Quintane, 2012; voir également cette page du site du laboratoire PALOC qui utilise ce terme dans la présentation d'un séminaire ([en ligne] URL : <http://paloc.fr/index.php/fr/actualites-et-productions/seminaires/50-le-seminaire-paloc>) ou encore ce résumé d'une intervention doctorale dans le cadre du programme européen Geopark [en ligne] URL : <https://geopark-h2020.fr/fr/les-geoparcs-des-territoires-hyperpatrimonialisés-enjeux-et-finalités-une-analyse-comparée-en-chine/>

12. Outre les revues francophones et anglophones du champ et les bouquets de revues en ligne comme cairn.info et hypotheses.org, ainsi que les portails internationaux de pages professionnelles comme LinkedIn, Academia et Research Gate (où l'on trouve parfois des articles non disponibles sur les revues en ligne), nous avons fouillé avec les mots clés « Lanzarote » et « Canaria » les bouquets de revues en ligne espagnoles suivants : [en ligne] URL : <http://revistas.csic.es/> (Revistas científicas del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Gobierno de España) et [en ligne] URL: <http://www.redalyc.org/> (Redalyc, Red de Revistas Científicas de América Latina y el Caribe, España y Portugal, Universidad Autónoma del Estado de México). Ayant trouvé peu de textes portant sur la problématique des relations entre patrimoine naturel et territoire aux Canaries, nous avons contacté la directrice du Centre d'Etudes Eco-sociales (CEES), [en ligne] URL : <http://ceecoso.webs.ull.es>, de l'Université de La Laguna (Canaries) qui se dédie à la réalisation, à la coordination et à la promotion de recherches sur les relations entre environnement et société. La directrice nous a expliqué qu'il n'existait pas, à sa connaissance, de travaux sociologiques menés sur le patrimoine naturel de Lanzarote. Ce constat nous a été confirmé par d'autres experts interrogés à Lanzarote. L'analyse des sommaires de la revue *Vegueta*, revue de géographie et d'histoire de l'université de Las Palmas de Gran Canaria ([en ligne] URL : <http://www.revistavegueta.ulpgc.es/ojs/index.php/revistavegueta/index>), et l'interrogation de son moteur de recherche, ne font apparaître qu'un seul article portant sur une institution patrimoniale, la Réserve de biosphère de Lanzarote (Sobral García et al., 2008). De même, une étude modélisant la « capacité de charge » environnementale de Lanzarote en

relation avec l'usage de ressources par le tourisme ne tient aucun compte des institutions patrimoniales de l'île (Hernández Torres et al., 2006).

13. « adverso » est le terme retenu.

14. [En ligne] URL : https://elpais.com/diario/2008/03/17/espana/1205708401_850215.html. Ce problème de constructions illégales de 22 hôtels est également pointé en 2015 par Greenpeace, [En ligne] URL : <http://archivo-es.greenpeace.org/espana/es/Informes-2015/Mayo/Radiografia-social-del-medio-ambiente-en-Espana/index.html>

15. [En ligne] URL : <http://www.cactlanzarote.com/fr/a-propos/>

16. Sur son site web, Coalición Canaria se définit comme « ni de gauche, ni de droite », mais « nationaliste et progressiste » ([en ligne] URL : <http://coalicioncanaria.org/historia-e-ideologia/>). En 2011, puis en 2015, suite aux élections régionales, Coalición Canaria devient le parti majoritaire, mais doit à chaque fois gouverner avec les socialistes du PSOE, dans le cadre d'un accord de gouvernement. Voir ici pour les résultats des élections de 2015 à Lanzarote : [en ligne] URL : <https://resultados.elpais.com/elecciones/2015/autonomicas/05/3502.html>. En 2019, Coalición Canaria a perdu les élections face au PSOE. Voir ici pour les résultats provinciaux : [en ligne] URL : <https://resultados.elpais.com/elecciones/2019/autonomicas/05/>, et ici pour les résultats à Lanzarote : [en ligne] URL : <https://elecciones.laprovincia.es/resultados-elecciones/cabildos/lanzarote/>

17. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=10&idItem=5618>

18. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=10&idItem=7025>

19. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=10&idItem=5019>

20. [En ligne] URL : <https://www.laopinion.es/sociedad/2018/06/21/30-residentes-canarias-riesgo-pobreza/887508.html>

21. Le lecteur peut se reporter à d'autres textes pour un exposé de ces cadres théoriques (Babou, 2009; Babou, 2015; Babou, 2016 et Babou, 2018).

22. [En ligne] URL : <http://www.gobiernodecanarias.org/politicaterritorial/temas/espaciosnaturales/informacion/lanzarote/>

23. Le parc national de Timanfaya, créé en 1974 pour protéger son paysage volcanique spectaculaire : [en ligne] URL : <http://www.gobiernodecanarias.org/parquesnacionalesdecanarias/es/Timanfaya/>

24. Le Parc naturel des volcans (Los Volcanes) et le Parc naturel de l'archipel Chinijo. Les « parcs naturels » sont une figure de gestion patrimoniale déléguée aux communautés autonomes espagnoles.

25. La réserve de biosphère de Lanzarote a été créée en 1993 dans le cadre du programme Man and Biosphere de l'Unesco : [en ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/europe-north-america/spain/lanzarote/>

26. Le Géoparc de Lanzarote et de l'archipel Chinijo ("Geoparque Lanzarote y Archipiélago Chinijo") a obtenu le titre de Géoparc lors de la 38^e sessions de la conférence générale de l'Unesco à Paris en 2015 : [en ligne] URL : <http://www.geoparquelanzarote.org/>

27. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=24&idItem=1703>

28. [En ligne] URL : <http://www.cabildodelanzarote.com/Uploads/doc/20061130125545693.pdf>

29. Sur l'histoire de la création institutionnelle du label « géoparc » et sur les conceptions du géotourisme qui lui sont associées, voir Gonzales-Tejada et al., 2017.

30. [En ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/>

31. [En ligne] URL : <https://www.boe.es/buscar/pdf/2015/BOE-A-2015-4621-consolidado.pdf>

32. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=8&idItem=3183>
33. [En ligne] URL : <http://fcmanrique.org/César-manrique/biografia/?lang=fr> et <http://fcmanrique.org/César-manrique/bibliografia/?lang=fr>
34. Les descriptions qui suivent s'appuient notamment sur une anthologie de ses textes, articles de presse et dessins (Manrique, 2005) et sur son inventaire photographique de l'architecture populaire de Lanzarote (Manrique, 1974). Elles s'appuient aussi sur une synthèse des entretiens réalisés. Plusieurs biographies sont également disponibles dont Martín Hormiga y Alberto Perdomo, 1995.
35. Il en réalisera le logo, la signalétique, le tracé de la visite touristique en bus, ainsi que l'architecture du centre d'interprétation et de son restaurant.
36. [En ligne] URL : <http://fcmanrique.org/>
37. Entretiens réalisés en commun avec ces deux responsables dans un bureau de la Fondation, les 16 juin 2016, 14 juin 2017 et 2 juillet 2018.
38. Des milliers de manifestants sont alors descendus dans la rue contre ce projet. Voir [en ligne] URL : <https://www.diariodelanzarote.com/noticia/lanzarote-se-echa-la-calle-de-forma-hist%C3%B3rica-contra-las-prospecciones-petrol%C3%ADferas> et [en ligne] URL : <https://www.elmundo.es/elmundo/2012/05/25/economia/1337950277.html>
39. La structure et les modalités de gestion des géoparcs étant très diverses, tout ce qui suit ne peut être généralisé à l'ensemble de ce dispositif.
40. [En ligne] URL : <http://www.igme.es/>
41. Entretiens avec une géologue de l'IGME rédactrice du dossier de candidature réalisé en visioconférence depuis son bureau le 12 juillet 2017. À cet entretien s'ajoutent plusieurs entretiens menés avec une médiatrice d'environnement du Cabildo qui a travaillé dans l'équipe de réalisation du dossier : entretiens menés dans un café d'Arrecife les 17 juin 2016, 22 juin 2017 et 19 juin 2018.
42. Avant l'inscription de Lanzarote, l'Espagne comptait 11 géoparcs, ce qui correspond au nombre le plus important pour un pays après la Chine ([en ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/list-of-unesco-global-geoparks/>)
43. Contrairement aux inscriptions sur la liste du patrimoine mondial, ce n'est pas l'UICN qui expertise les géoparcs candidats, mais un réseau de pairs, tous gestionnaires de géoparcs.
44. Voir, par comparaison, la description des étapes d'une inscription au patrimoine mondial dans Babou, 2015 et 2017.
45. [En ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/list-of-unesco-global-geoparks/spain/lanzarote-and-chinijo-islands/>
46. « Lanzarote is pure geology, underwater and moon-like landscapes, pristine water, thirsty land, palm-tree oasis, harmony between men and nature ».
47. Je ne prétendrais pas que l'ensemble des conditions définies par Kingdon est réuni pour décrire cette « fenêtre d'opportunité », notamment la confluence de trois « courants » (problèmes publics, stratégies et événements politiques). Pour démontrer cela, il faudrait mener une sociologie des politiques publiques dans l'archipel des Canaries qui intégrerait la dimension internationale des politiques du patrimoine environnemental.
48. L'expression « *pet proposals* » est aussi de Kingdon.
49. Entretiens réalisés avec la directrice du Géoparc dans son bureau les 2 et 21 juin 2016, les 15 et 23 juin 2017 et le 18 juin 2018. À ces entretiens s'ajoute celui mené au CACT avec la technicienne administrative le 16 juin 2017, mais aussi les nombreuses discussions informelles avec la directrice et les personnels techniques, scientifiques ou administratifs du Géoparc en voiture ou sur le terrain, lors des sorties et conférences organisées par le Géoparc, etc.

50. « Réseautage » en français. Le mot était écrit en anglais dans le document original.
51. Il s'agit d'une compétition de triathlon. La première année de son existence, la géoparc avait aussi participé à la route des vins de Lanzarote (la WineRun : [en ligne] URL : <https://www.lanzarotewinerun.com/es/>), une compétition de marche passant de bodega en bodega, avec distribution gratuite de vin à chaque étape et un vaste ensemble de stands en plein paysage protégé de La Geria. En 2018 cette collaboration a été arrêtée par le géoparc, la WineRun correspondant assez peu à l'idée que l'on se fait habituellement du développement durable.
52. Entretien avec le responsable Unesco du réseau des géoparc mondiaux, le 20 mai 2016 à Paris. Voir aussi la présentation du concept de « géoparc » sur le site de l'Unesco, où figure la description d'une « approche “partant de la base” et associant la conservation et le développement durable tout en impliquant les communautés locales » ([En ligne] URL : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/>)
53. D'après Barthes et Tebaa (à paraître), cela semble être le cas dans bien d'autres géoparc, tous marqués par une logique « top-down », notamment en matière de transmission du savoir.
54. Entretien avec le directeur du Géoparc d'El Hierro et de la Réserve de biosphère d'El Hierro dans son bureau le 6 juin 2016, entretien avec la responsable de l'Office de tourisme d'El Hierro dans son bureau le 8 juin 2016, et entretien avec l'ancienne directrice du Géoparc d'El Hierro, également ancienne Conseillère « Tourisme, transports et communication » du Cabildo (PSOE) le 8 juin 2016 dans un café.
55. Il existait déjà une culture du marketing des marques, impulsée entre autres par Manrique, autour de la « marque Lanzarote » (Perdomo, 1990).
56. Nous avons visité 10 des 11 écoles rurales de l'île, chacune comptant au maximum 15 élèves. La focalisation sur ces écoles s'explique, selon la technicienne, par le fait que les enfants y sont plus en contact avec les volcans et la géologie que dans les écoles des villes. Elle évoque aussi le manque de moyens de ces écoles, qui incite le géoparc à les aider préférentiellement par des animations de ce type.
57. [En ligne] URL : <http://www.geoparquelandzarote.org/una-exposicion-con-toda-la-esencia-de-geoparque-mundial-unesco-de-lanzarote-y-archipielago-chinijo/>
58. Lanzarote sert de modèle pour l'exploration de la planète Mars.
59. La Maison des volcans, structure sous tutelle du Cabildo : [en ligne] URL : <http://www.geoparquelandzarote.org/en/casa-de-los-volcanes/>
60. Entretien réalisé dans son bureau du CACT le 19 juin 2017.
61. Entretien réalisé le 14 juin 2016. Le directeur du parc national est le seul responsable patrimonial avec lequel nous n'avons pu mener qu'un seul entretien, pour des raisons de disponibilité de sa part.
62. Cela sera confirmé par tous les gardes interrogés.
63. Un jugement du tribunal constitutionnel espagnol a considéré comme anticonstitutionnel la gestion par l'État des parcs nationaux en 2004. En 2007, leur gestion administrative et financière a été confiée aux communautés autonomes, le réseau national et les lignes directrices restant aux mains de l'État. ([En ligne] URL : <http://www.mapama.gob.es/es/red-parques-nacionales/la-red-gestion/responsabilidad.aspx>)
64. Entretiens réalisés dans le bureau des cadres de la Réserve de biosphère les 3 et 16 juin 2016, le 21 juin 2017 et le 18 juin 2018. Plusieurs discussions informelles non enregistrées ont également été exploitées.
65. [En ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=26&idItem=7691> Entre 2010 2017, les entrées touristiques ont augmenté de 1 200 000 personnes : [en ligne] URL : <http://www.datosdelanzarote.com/itemDetalles.asp?idFamilia=26&idItem=7311>

66. [En ligne] URL : <http://fcmanrique.org/plataforma-por-un-territorio-sostenible-canarias-no-es-un-solar-no-al-anteproyecto-de-ley-del-suelo-2/?lang=es>
67. L'expression est d'un des deux écologues, interrogé sur ce qu'il pense de l'efficacité de l'ensemble des dispositifs patrimoniaux de Lanzarote.
68. [En ligne] URL : <https://www.diariodelanzarote.com/noticia/25-a%C3%B1os-de-lanzarote-como-reserva-de-la-biosfera-el-laboratorio-no-encuentra-la-f%C3%B3rmula>
69. Entretiens réalisés avec deux médiatrices dans un café d'Arrecife les 17 juin 2016, 22 juin 2017 et 19 juin 2018 (ce dernier entretien n'a pu être mené qu'avec une seule d'entre elles, l'autre étant en congé maladie).
70. Entretiens réalisés individuellement avec deux gardes dans leur bureau du Cabildo le 21 juin 2016, et avec trois gardes dans leur bureau le 16 juin 2017. En 2018, les gardes n'ont pas pu se libérer pour l'entretien.
71. [En ligne] URL : <https://biosferadigital.com/noticia/medio-ambiente-conejero-una-guarder%C3%ADa-desmantelada>, voir aussi [En ligne] URL : <https://www.diariodelanzarote.com/noticia/s%C3%B3lo-dos-agentes-de-medio-ambiente-para-vigilar-lanzarote-y-la-graciosa>
72. Les directives opérationnelles, ou « *guide lines* » selon le vocabulaire anglais souvent utilisé dans le milieu professionnel, sont des guides pratiques d'application des principes généraux des conventions internationales signées sous l'égide de l'Unesco.
73. La compagnie réunionnaise Air Austral a même imprimé ce logo sur le fuselage de tous ses avions : [en ligne] URL : <http://www.ipreunion.com/evenements/reportage/2010/11/17/air-austral-marque-ses-boeing-777,la-reunion-inscrite-au-patrimoine-et-dans-le-ciel,10080.html>
74. Ces mécanismes de co-construction des échelles de classements et des labels ont été étudiés pour le monde académique par Barats, Bouchard et Haakenstaad, 2018.
75. Observations de terrain.
76. Dans la version anglaise du site du Patrimoine mondial (pages qui ne sont pas traduites en espagnol), le terme utilisé dans la page d'accueil est « inclusion », et dans la traduction anglaise des pages de chaque bien, c'est « inscription ». Dans la version espagnole des pages des biens, c'est « inscripción ».
-

RÉSUMÉS

Quels sont les effets, sociaux et environnementaux, de la multiplication sur un même territoire de dispositifs de protection de la nature ? En s'appuyant sur l'étude ethnographique d'un territoire insulaire fragile (l'île de Lanzarote, Archipel des Canaries, Espagne), de la diversité de ses aires naturelles protégées, de ses inscriptions par l'Unesco (réserve de biosphère et géoparc) et des cadres réglementaires locaux, cet article montre la faible emprise sur le territoire des dispositifs de protection de l'environnement dans un contexte caractérisé par la corruption politique et les forts enjeux économiques du tourisme. La superposition de labels patrimoniaux, loin de conduire à des redondances fonctionnelles, ou à des synergies allant dans le sens d'un développement soutenable, produit dans ce contexte des effets de clôture et de concurrence entre les structures patrimoniales. Une logique de « marque » prend parfois le pas sur des enjeux écologiques pourtant bien ancrés dans l'histoire de l'île de Lanzarote, mais qui s'érodent faute d'être soutenus.

what are the social and environmental effects of the multiplication of nature protection measures in the same area? Based on the ethnographic study of a fragile island territory (Lanzarote Island, Canary Islands, Spain), the diversity of its protected natural areas, its UNESCO listings (biosphere reserve and geopark) and local regulatory frameworks, this article shows the limited influence of environmental protection measures on the territory in a context characterized by political corruption and the high economic stakes of tourism. The superposition of heritage labels, far from leading to functional redundancies, or to synergies in the direction of sustainable development, produces in this context closing and competitive effects between heritage structures. A "brand" approach sometimes takes precedence over ecological issues that are well rooted in the history of the island of Lanzarote, but which are being eroded because they are not supported.

INDEX

Mots-clés : aires naturelles protégées, politiques de la nature, insularité, Lanzarote, Canaries, Espagne, Unesco, géoparc, surprotection, réserve de biosphère, parc national, ONG, corruption, tourisme, écologie politique

Keywords : natural protected areas, nature policies, insularity, Lanzarote, Canary Islands, Spain, Unesco, geopark, overprotection, biosphere reserve, national park, NGOs, corruption, tourism, political ecology

AUTEUR

IGOR BABOU

Professeur en sciences de l'information et de la communication, laboratoire LADYSS (UMR CNRS 7533), Université Paris Diderot, France, courriel : igor.babou@orange.fr